

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1465

21 mai 2016

SOMMAIRE

Access Fund	70282	Meenie S.C.A.	70316
Al Hussam S. à r.l.	70285	Mekohi S.à r.l.	70312
Arris Holdings S.à r.l.	70283	RE&F S.A.	70284
Betulux S.A.	70319	Retkauf IV s.à r.l.	70283
Braingeneering Technologies S.à.r.l.	70298	Ricona Investments S.à r.l.	70284
CA Indosuez Wealth (Global Structuring) ...	70274	Second German Property 64 Sàrl	70279
Colisée Participation GP	70274	Serinvest Benelux S.A.	70279
Crédit Agricole Luxembourg	70274	Seris Security S.à r.l.	70284
F.E.B.	70278	SIMON-JOSTEN S.à r.l., HEIZUNG,SANITÄR,KLIMATISATION	70320
Fidelity International Real Estate Fund Com- pany 23	70278	Sinalux S.A.	70320
Fourth German Property 64 Sàrl	70277	SSCP Monitor Holdings S.C.A.	70280
G4S General Services S.A.	70277	Start S.A.	70281
G4S Security Solutions S.à r.l.	70277	Studio SCSp	70283
Grethen Investment S.A.	70276	Sujedo S.A.	70281
Gritec Groupe International S.à r.l.	70274	Tanin International S.A.	70278
Hoover (US) S.à r.l.	70275	Teselux S.à r.l.	70282
Hoptimis S.à.r.l.	70275	TF Film S.à r.l.	70282
Hoste International S.A.	70274	Trojan Holdings S.à r.l.	70281
Imply Immo S.à r.l.	70276	Westra Investments S.A.	70280
Inception (Reading) S.à r.l.	70275	Whitelight (Luxemburg) S.A. SPF	70279
Intu Zaragoza S.à.r.l.	70276	Windpark Op Der Hei AG	70279
KCS International Holdings S.à r.l.	70306	ZAB Invest Co. S.à r.l.	70280
KI-Hydro S.A.	70278		

Colisée Participation GP, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 190.499.

Les statuts coordonnés au 01/03/2016 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 mars 2016.
Me Cosita Delvaux
Notaire

Référence de publication: 2016077055/12.

(160042682) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

Crédit Agricole Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 39, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 91.986.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 9 mars 2016.

Référence de publication: 2016077064/10.

(160042611) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

CA Indosuez Wealth (Global Structuring), Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 81.933.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 9 mars 2016.

Référence de publication: 2016077065/10.

(160042598) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

Gritec Groupe International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 178.097.

Résolutions de l'associé unique prises en date du 27/02/2016

L'associé unique a décidé de transférer le siège social de la Société du 20 rue Louvigny, L-1946 Luxembourg au 25A Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, et ce, à la date du 27 février 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016078613/11.

(160044097) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

Hoste International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 145.905.

EXTRAIT

En date du 1^{er} février 2016, le Conseil d'administration a élu à l'unanimité Monsieur Marc Koeune comme Président du Conseil d'administration.

Signature.

Référence de publication: 2016078649/11.

(160044685) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

Hoover (US) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 114.222.

—
Extrait des résolutions de l'associé unique prises en date du 4 mars 2016

L'associé unique de la Société a décidé en date du 4 mars 2016:

- d'accepter la démission de Monsieur Ian Gear de son mandat de gérant de la Société avec effet immédiat; et
- de nommer Monsieur Mark Hatcher gérant de la Société, demeurant professionnellement au 10 New Burlington Street W1S 3BE, Londres, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Depuis le 4 mars 2016, le conseil de gérance de la Société se compose donc comme suit:

- Madame Anne Delord, gérant;
- Monsieur Fabrice Huberty, gérant; et
- Monsieur Mark Hatcher, gérant.

POUR EXTRAIT CONFORME ET SINCERE

HOOVER (US) S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2016078646/21.

(160044194) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

Hoptimis S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9378 Diekirch, Fridhaff.

R.C.S. Luxembourg B 95.760.

—
LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement du 09.03.2016, le Tribunal d'arrondissement de et à Diekirch, siégeant en matière commerciale a dissous et déclaré en état de liquidation la société à responsabilité limitée HOPTIMIS Sàrl, établie et ayant son siège social à L-9378 Diekirch, Fridhaff, inscrite au registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 95760.

Le même jugement a nommé juge-commissaire Monsieur Gilles PETRY et liquidateur Me Claude Speicher, avocat à la Cour, à Diekirch.

Les déclarations de créance sont à déposer au greffe du Tribunal de commerce de Diekirch endéans les 3 semaines de la présente publication.

Pour extrait conforme

Me Claude SPEICHER

Le liquidateur / Avocat à la Cour

Référence de publication: 2016078648/18.

(160044248) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

Inception (Reading) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 12.500,00.**

Siège social: L-2134 Luxembourg, 56, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 196.757.

—
Extrait des résolutions des associés de la société en date du 8 mars 2016:

- Le mandat de gérant de la société de Mathys Johannes Van Heerden, ayant pour adresse 41 Cambridge Avenue, Craighall Park, Johannesburg, 2196 South Africa, a été prolongé jusqu'au 31 mars 2016.

Luxembourg, le 11 mars 2016.

Pour extrait conforme

*Pour la société**Un mandataire*

Référence de publication: 2016078656/15.

(160044699) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

Imply Immo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-9764 Marnach, 58, Feschberstroos.

R.C.S. Luxembourg B 195.299.

—
Extrait du procès-verbal de la réunion de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 29 février 2016

- Monsieur Gérald PAROTTE démission de son mandat de gérant de la société, et ceci avec effet immédiat.
- Monsieur Christophe SONNET, gérant, né le 7 juin 1975 à Verviers (Belgique), demeurant au Chemin de la Fontaine 41, B-4845 Jalhay, prend la nomination de gérant unique de la société.

La société est dorénavant valablement engagée par la signature individuelle du gérant unique.

Marnach, le 29 février 2016.

Certifié sincère et conforme

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2016078655/17.

(160044267) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

Intu Zaragoza S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 25.000,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stumper.

R.C.S. Luxembourg B 193.089.

—
Extrait du contrat de transfert de parts sociales de la Société du 30 septembre 2015

En vertu du contrat de transfert de parts sociales daté du 30 septembre 2015, Intu Holding S.à r.l. a vendu la totalité de ses parts sociales ordinaires de classe B détenues dans la Société à CPP Investment Board Europe S.à r.l., ayant son siège social à 10-12, boulevard Roosevelt, L-2450 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 11 mars 2016.

Référence de publication: 2016078663/14.

(160044236) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

Grethen Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5280 Sandweiler, 7, Zone Industrielle Rolach, Hall.

R.C.S. Luxembourg B 102.255.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale du 9 mars 2016

L'assemblée générale a décidé de révoquer le mandat d'administrateur de Monsieur Paul CROCHET, de Madame Ivana GARBOUTCHEV et de la société GRETHEN S.à.r.l. et a décidé de nommer en qualité de nouveaux administrateurs, leur mandat prenant fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle à tenir en 2021, les personnes suivantes:

- Monsieur Georgi PETROV, demeurant professionnellement à L-5280 Sandweiler, Zone Industrielle Rolach, Hall N° 7;

- Monsieur Vladimir GARBOUTCHEV, demeurant professionnellement à L-5280 Sandweiler, Zone Industrielle Rolach, Hall N° 7;

- Madame Tzveta KAMENOVA, demeurant professionnellement à L-5280 Sandweiler, Zone Industrielle Rolach, Hall N° 7.

L'assemblée générale a décidé de révoquer le mandat de commissaire aux comptes de la société SUPERVISAE LIMITED et a décidé de nommer en qualité de nouveau commissaire aux comptes, son mandat prenant fin à l'issue de l'assemblée générale à tenir en 2021, la société LEXINTERVEST LTD, avec siège social à 788-790, Finchley Road, Londres NW11 7TJ, Royaume-Uni, inscrite au Registre des Sociétés d'Angleterre et des Pays de Galles sous le numéro 8829810, son mandat prenant fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2021.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016078612/23.

(160044445) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

G4S General Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2413 Luxembourg, 14, rue du Père Raphaël.
R.C.S. Luxembourg B 17.614.

—
EXTRAIT

1. Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire de la Société en date du 10 février 2016 que:

(a) Madame Anne PERINO a démissionné avec effet immédiat en tant qu'administrateur de la Société,

(b) Monsieur Philippe EVRARD, né le 12 mai 1961 à Schaerbeek (Belgique), demeurant professionnellement à B-1800 Vilvoorde, 30B Koning Boudewijnlaan, a été nommé administrateur de la Société avec effet immédiat pour une durée se terminant lors de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2022 pour statuer sur les comptes annuels de l'exercice social clos au 31 décembre 2021,

(c) Monsieur Pascal FERRIAN, né le 18 juin 1961 à Briey (France), demeurant professionnellement à L-2413 Luxembourg, 14 rue du Père Raphaël, a été nommé administrateur de la Société avec effet immédiat pour une durée se terminant lors de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2022 pour statuer sur les comptes annuels de l'exercice social clos au 31 décembre 2021.

2. Il résulte du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration de la Société en date du 8 mars 2016 que:

(a) Monsieur Philippe EVRARD, né le 12 mai 1961 à Schaerbeek (Belgique), demeurant professionnellement à B-1800 Vilvoorde, 30B Koning Boudewijnlaan,

(b) Monsieur Pascal FERRIAN, né le 18 juin 1961 à Briey (France), demeurant professionnellement à L-2413 Luxembourg, 14 rue du Père Raphaël,

ont été nommés administrateurs-délégués de la Société avec effet immédiat pour une durée se terminant lors de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2022 pour statuer sur les comptes annuels de l'exercice social clos au 31 décembre 2021.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Référence de publication: 2016078621/28.

(160044686) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

G4S Security Solutions S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 3.470.600,00.

Siège social: L-2413 Luxembourg, 14, rue du Père Raphaël.
R.C.S. Luxembourg B 19.541.

Les pouvoirs de signatures autorisés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Référence de publication: 2016078623/11.

(160044737) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

Fourth German Property 64 Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 131.338.

L'adresse de l'actionnaire, GERMAN PROPERTY PARTNERSHIP 64 (GP) LIMITED, est dorénavant la suivante:

c/o Thompson Taraz LLP 4th Floor, Stanhope House

47 Park Lane

Londres W1K 1PR

Royaume-Uni

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 mars 2016.

Référence de publication: 2016078587/15.

(160044621) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

F.E.B., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 147.659.

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement du 10 mars 2016, le tribunal d'arrondissement de Luxembourg, 6^{ème} chambre, a prononcé la dissolution et ordonné la liquidation de la société à responsabilité limitée F.E.B, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 147 659, dont le siège social à L-2714 Luxembourg, 6-12, rue du Fort Wallis, a été dénoncé en date du 9 décembre 2010.

Luxembourg, le 11/03/16.

Pour extrait conforme

Me Alexandre DILLMANN

Le liquidateur / Avocat à la Cour

9a, boulevard du Prince Henri

BP 846 L-2018 Luxembourg

Référence de publication: 2016078567/17.

(160044600) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

Fidelity International Real Estate Fund Company 23, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 15.000,00.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 153.618.

Il est à noter que l'associé unique de la Société, Fidelity International Real Estate Fund UK Company 2, a cédé l'ensemble des parts sociales qu'il détenait dans la Société à Fidelity International Real Estate Fund Eurozone Company 2 avec effet au 8 mars 2016.

Par conséquent, l'associé unique de la Société est désormais:

Fidelity International Real Estate Fund Eurozone Company 2, une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois avec siège social au 2a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg et enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B129344.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un Mandataire

Référence de publication: 2016078568/17.

(160044635) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

KI-Hydro S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 141.254.

Der Verwaltungsrat teilt mit, dass Herr Jan-Erik Schulien mit Wirkung zum 24. Februar 2016 als Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft zurückgetreten ist.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016078720/10.

(160044709) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

Tanin International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 71.485.

Par décision du Conseil d'administration réuni en date du 10 mars 2016, l'administrateur Monsieur Marc Koeune a été élu à la fonction de Président du conseil d'administration.

Signature.

Référence de publication: 2016079008/10.

(160044727) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

Serinvest Benelux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 181.258.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société tenue en date du 10 Mars 2016 que:

- La démission de Madame Sandrine BISARO et Monsieur Livio GAMBARDELA a été acceptée avec effet au 10 février 2016 en qualité d'administrateur de classe B.

- Madame Caroline GOERGEN née le 09 juin 1979, à Verviers (Belgique), demeurant professionnellement au 16 avenue pasteur L-2310 Luxembourg et Monsieur Marouf MOUTAIROU, né le 12 avril 1982 à Paris, (France), demeurant professionnellement au 16 avenue pasteur L-2310 Luxembourg, ont été nommés administrateur de Classe B de la société avec effet au 10 février 2016, et ce jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les compte arrêtés au 31 décembre 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 Mars 2016.

Référence de publication: 2016078961/17.

(160043879) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

Second German Property 64 Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 129.470.

L'adresse de l'actionnaire, GERMAN PROPERTY PARTNERSHIP 64 (GP) LIMITED, est dorénavant la suivante:

c/o Thompson Taraz LLP 4th Floor, Stanhope House

47 Park Lane

Londres W1K 1PR

Royaume-Uni

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 mars 2016.

Référence de publication: 2016078958/15.

(160044594) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

Whitelight (Luxemburg) S.A. SPF, Société Anonyme - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 148.958.

Extrait des résolutions prises par le Conseil d'Administration en date du 7 octobre 2015:

Monsieur Marc Koeune, administrateur, est nommé Président du Conseil d'Administration.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2016079060/11.

(160044204) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

Windpark Op Der Hei AG, Société Anonyme.

Siège social: L-9089 Ettelbruck, 16, rue Michel Weber.
R.C.S. Luxembourg B 91.675.

Extrait de la réunion du conseil d'administration tenue à Ettelbruck en date du 10 mars 2016.

Le conseil d'administration a pris connaissance des éléments suivants:

- Adresse professionnelle de Mr Kneip Victor au 16 Rue Michel Weber L-9089 Ettelbruck

- Adresse professionnelle de Mme Meyers Jacqueline au 16 Rue Michel Weber L-9089 Ettelbruck

Référence de publication: 2016079061/11.

(160043934) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

Westra Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 7, rue Guillaume J. Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 61.769.

—
Extrait des délibérations de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires en date du 9 mars 2016 à Luxembourg ville

L'actionnaire décide:

1. D'accepter la démission de DATA GRAPHIC S.A. de ses fonctions de Commissaire aux comptes.
2. De nommer à la fonction de Commissaire aux comptes de la Société, Monsieur Nicolas GODFREY, financial product manager, né à Courtrai (Belgique) le 27/01/1984 et résidant au 4C Fleeschgaass, 6665 Herborn (Luxembourg) jusqu'à l'Assemblée générale annuelle des actionnaires qui se tiendra en l'année 2020.

3. De modifier l'adresse d'un administrateur auprès du Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg comme suit:
Alain NOULLET: 7, rue Guillaume J. Kroll L-1882 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2016079063/19.

(160043741) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

ZAB Invest Co. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5326 Contern, 17, rue Edmond Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 201.007.

—
L'an deux mille et seize, le 24 février 2016

Il résulte de l'acte sous seing privé du 15 décembre 2015 que ZAB Prop Co. C S.à r.l., une société à responsabilité limitée, incorporé selon le droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-5326 Contern, 17, rue Edmond Reuter, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 200.846,

a cédé dix mille deux cents vingt (10.220) parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-), qu'elle détient dans la société à responsabilité limitée ZAB Invest Co. S.à r.l. (ci-après dénommée la "Société"), ayant son siège social à L-5326 Contern, 17, rue Edmond Reuter, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le n° B 201.007,

à ECE European Prime Shopping Centre II C, SCSp SIF, une société en commandite spéciale, incorporé selon le droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-5326 Contern, 17, rue Edmond Reuter, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 189.416,

Le cessionnaire est subrogé dans tous les droits et obligations attachés aux parts sociales cédées à partir de ce jour.

Luxembourg, le 29 février 2016.

Pour ZAB Invest Co. S.à r.l.

Référence de publication: 2016079075/20.

(160044028) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

SSCP Monitor Holdings S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1748 Luxembourg-Findel, 7, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 192.954.

—
Extrait des résolutions de l'actionnaire unique de la société SSCP Monitor Holdings SCA du 8 mars 2016

1, Acceptation de la démission de Monsieur James Bermingham, né le 19 décembre 1972 à Sheffield, Royaume-Uni, résidant au 7, rue Lou Hemmer, 1748, Luxembourg, en tant que commissaire de la Société avec effet au 9 mars 2016.

2. Acceptation de la nomination de Madame Hana Balajkova, née le 24 Février 1983 à Zlin, Tchèque République, résidante au 7, rue Lou Hemmer, 1748, Luxembourg, en tant que commissaire de la Société avec effet au 9 mars 2016 jusqu'au 8 mars 2022, pour une période de six ans

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 mars 2016.

Référence de publication: 2016078983/15.

(160043751) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

Start S.A., Société Anonyme Holding.

R.C.S. Luxembourg B 24.825.

—
LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement du 10 mars 2016, le tribunal d'arrondissement de Luxembourg, 6^{ème} chambre, a prononcé la dissolution et ordonné la liquidation de la société anonyme START SA, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 24 825, dont le siège social à L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi, a été dénoncé en date du 22 décembre 2010.

Luxembourg, le 11/03/16.

Pour extrait conforme

Me Alexandre DILLMANN

Le liquidateur / Avocat à la Cour

9a, boulevard du Prince Henri

BP 846 L-2018 Luxembourg

Référence de publication: 2016078987/17.

(160044603) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

Sujedo S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 26.145.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 25 janvier 2016.

Ratification de la nomination de la société S.G.A. SERVICES S.A., dont le siège social est au 39, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, en tant qu'Administrateur en remplacement de Monsieur Norbert SCHMITZ démissionnaire avec effet au 21 mai 2015.

Monsieur Dominique MOINIL, né le 28 décembre 1959 à Namur (B), adresse professionnelle au 3, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg est nommé représentant permanent pour la société S.G.A. SERVICES S.A. avec effet rétroactif au 21 mai 2015.

Pour la société

SUJEDO S.A., SPF

Référence de publication: 2016078994/16.

(160043941) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

Trojan Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2, rue Albert Boschette.

R.C.S. Luxembourg B 201.779.

—
Extrait des résolutions de l'associé unique prises en date du 4 mars 2016

L'associé unique de la Société a décidé en date du 4 mars 2016:

- d'accepter la démission de Monsieur Ian Richard Gear de son mandat de gérant de la Société avec effet immédiat; et
- de nommer Monsieur Mark Hatcher gérant de la Société, demeurant professionnellement au 10 New Burlington Street W1S 3BE, Londres, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Depuis le 4 mars 2016, le conseil de gérance de la Société se compose donc comme suit:

- Monsieur Szymon Dec, gérant;
- Monsieur Peter Dickinson, gérant; et
- Monsieur Mark Hatcher, gérant.

POUR EXTRAIT CONFORME ET SINCERE

Trojan Holdings S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2016079006/21.

(160044283) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

Teselux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5812 Hesperange, 2b, rue de l'Alzette.

R.C.S. Luxembourg B 170.452.

Extrait du procès-verbal de la réunion de l'Assemblée Générale extraordinaire du 29 janvier 2016.

Cessions de parts d'un actionnaire et rachats des parts par l'autre actionnaire.

Pouvoir de signature de la société

- *Anciens actionnaires:*

M Alberty Jean-Paul 81 parts

M Montagnese Toni 19 parts

- *Nouveaux actionnaires:*

M Alberty Jean-Paul 100 parts

Le gérant technique et le nouvel actionnaire pourront signer individuellement pour représenter la société

Pour extrait conforme.

Hesperange, le 29 janvier 2016.

Référence de publication: 2016079009/18.

(160044523) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

TF Film S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 8A, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 189.806.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale extraordinaire du 4 janvier 2016

Il résulte des résolutions prises lors de l'Assemblée générale extraordinaire des associés de la Société en date du 04 janvier 2016 que:

1. L'Assemblée générale extraordinaire des associés accepte la démission de Madame Mayra Romero Torres de ses fonctions de gérant avec effet à ce jour.

2. L'Assemblée générale extraordinaire des associés accepte la démission de Monsieur Yannick Kantor de ses fonctions de gérant avec effet à ce jour.

Luxembourg, le 04/01/2016.

Pour extrait conforme

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2016079010/18.

(160044393) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

Access Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 93.876.

Extrait des résolutions prises à l'assemblée générale statutaire du 11 mars 2016

L'assemblée décide de réélire Messieurs Wouter VANDEN EYNDE, résidant professionnellement au 6 avenue du Port, B-1080 Bruxelles; Karel DE CUYPER, résidant professionnellement au 5 Place de la Gare, L-1616 Luxembourg; Lazlo BELGRADO, résidant professionnellement au 5 Place de la Gare, L-1616 Luxembourg et Jos LENAERTS, résidant professionnellement au 5 Place de la Gare, L-1616 Luxembourg en tant qu'Administrateurs pour un nouveau mandat de 4 ans, se terminant à l'Assemblée Générale Statutaire de 2020.

DELOITTE AUDIT est réélu en qualité de réviseur d'entreprises pour un nouveau terme d'un an, se terminant à l'assemblée générale statutaire de 2017.

Extrait certifié sincère et conforme

Pour ACCESS FUND

KREDIETRUST LUXEMBOURG S.A.

Référence de publication: 2016079141/18.

(160045700) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

Arris Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 20.000,00.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 181.265.

—
EXTRAIT

Les résolutions suivantes ont été adoptées par les associés de la société en date du 10 mars 2016:

1. Mr. Brant Sharp a démissionné de son mandat de gérant de catégorie A de la société, avec effet au 10 mars 2016.

2. Mr. Marc Stephen Geraci, né le 14 mars 1953, à Lake Forest, Illinois, États-Unis d'Amérique, ayant son adresse professionnelle à 3871, Lakefield Drive, Suwanee, GA 30024, États-Unis d'Amérique, a été nommé en tant que nouveau gérant de catégorie A de la société, avec effet au 10 mars 2016, pour une durée illimitée.

3. Mr. James Douglas Moore Jr, né le 9 mai 1975, à Decatur, Georgia, États-Unis d'Amérique, ayant son adresse professionnelle à 3871, Lakefield Drive, Suwanee, GA 30024, États-Unis d'Amérique, a été nommé en tant que nouveau gérant de catégorie A de la société, avec effet au 10 mars 2016, pour une durée illimitée.

4. Mr. Christophe Fender, né le 10 juillet 1965 à Strasbourg, France, ayant son adresse professionnelle à 23, rue des Bruyères, L-1274 Howald, Grand-Duché de Luxembourg, a été nommé en tant que nouveau gérant de catégorie B de la société, avec effet au 10 mars 2016, pour une durée illimitée.

5. Mr. Luc Sunnen, né le 22 décembre 1961 à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ayant son adresse professionnelle à 23, rue des Bruyères, L-1274 Howald, Grand-Duché de Luxembourg, a été nommé en tant que nouveau gérant de catégorie B de la société, avec effet au 10 mars 2016, pour une durée illimitée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 14 mars 2016.

Référence de publication: 2016079126/26.

(160044886) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

Studio SCSp, Société en Commandite spéciale.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 39, avenue John F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 183.263.

—
Extrait du procès-verbal des résolutions des gérants en date du 11 Mars 2016

L'associé général de la Société a décidé comme suit:

- transférer le siège social de la Société au 39, Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg avec effet rétroactif au 1^{er} Janvier 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 Mars 2016.

Studio SCSp

Référence de publication: 2016078949/14.

(160044128) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

Retkauf IV s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1229 Luxembourg, 15, rue Bender.

R.C.S. Luxembourg B 123.226.

—
Lors de l'assemblée générale ordinaire des associés du 5 juin 2015, la société à responsabilité limitée DELOITTE AUDIT, avec siège social à L-2220 Luxembourg, 560, rue de Neudorf, est nommée Réviseur d'Entreprises agréé pour la durée d'une année.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 mars 2016.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2016078888/14.

(160044657) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

Ricona Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 173.642.

Changement suivant le contrat de cession de parts sociales du 7 décembre 2015

- Ancienne situation associés:

Alcazar Projects Limited	10.000 parts sociales
Patrick Joseph Tangney	1.250 parts sociales
Forest Capital Holdings Limited	1.250 parts sociales

- Nouvelle situation associés

Cave Canem, company limited by shares, enregistrée auprès du Registre de Commerce des Iles Caymans sous le numéro 302984, ayant son siège social au 190, Elgin Avenue, George Town, Grand Cayman KY1-9005	10.000 parts sociales
Patrick Joseph Tangney	1.250 parts sociales
Forest Capital Holdings Limited	1.250 parts sociales

Luxembourg, le 11 mars 2016.

Pour avis sincère et conforme

Pour Ricona Investments S.à r.l

Un mandataire

Référence de publication: 2016078889/22.

(160044011) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

RE&F S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.
R.C.S. Luxembourg B 132.635.

Extrait de la résolution adoptée lors de la réunion du conseil d'administration en date du 08 mars 2016

En date du 08 mars 2016, les membres du Conseil d'Administration de la Société ont pris la résolution suivante:

Le siège social de la Société est transféré de L-2661 Luxembourg, 44, Rue de la Vallée, à L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach, avec effet immédiat.

EXTRAIT

Dorénavant l'adresse de M. Gianluca Ninno, administrateur de la Société, est 127, Rue de Mühlenbach, L-2168 Luxembourg.

Dorénavant l'adresse de Mme. Angela Ninno, administrateur de la Société, est 127, Rue de Mühlenbach, L-2168 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

RE&F S.A.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2016078894/20.

(160044013) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

Seris Security S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3378 Livange, 19, rue Geespelt.
R.C.S. Luxembourg B 173.216.

Rectificatif au dépôt NR L160035014 du 26/02/2016

Le dépôt du 26/02/2016 relatif au changement de nom de rue de la société comportait une erreur.

L'adresse précise du siège social de la société est la suivante: 19, rue Geespelt L-3378 LIVANGE

Steinfort, le 11 mars 2016.

Mandataire

Référence de publication: 2016078927/12.

(160044667) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

Al Hussam S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 204.366.

—
STATUTES

In the year two thousand and sixteen, on the twenty-third day of February.

Before Maître Léonie GRETHEN, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED

Ms Suhir Taha A HASIBA, Qatari citizen, born in Doha, Qatar, on April 11, 1964, residing in Villa nr 50 - Street nr. 820, Ali Bin Abi Tabe Street AI Assiery, Doha, Qatar,

Ms Dema Hussam A M ABUISSA, Qatari citizen, born in Doha, Qatar, on September 9, 1984, residing in Villa nr 50 - Street nr. 820, Ali Bin Abi Tabe Street AI Assiery, Doha, Qatar,

Ms Tala Hussam A M ABUISSA, Qatari citizen, born in Doha, Qatar, on January 9, 1988, residing in Villa nr 50 - Street nr. 820, Ali Bin Abi Tabe Street AI Assiery, Doha, Qatar,

Ms Aya Hussam A M ABUISSA, Qatari citizen, born in Doha, Qatar, on June 30, 1990, residing in Villa nr 50 - Street nr. 820, Ali Bin Abi Tabe Street AI Assiery, Doha, Qatar, (together the "Founding Shareholders"),

here represented by Mrs Rachida El Farhane, employee, professionally residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (the "Representative"), by virtue of four (4) power of attorneys given under private seal on 17 February 2016, which, after having been signed ne varietur by the Representative and the undersigned notary, shall be annexed to the present deed for the purpose of registration.

The Founding Shareholders, represented by the Representative, have requested the undersigned notary to draw up the following articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée) which it declared to establish.

ARTICLES OF INCORPORATION

Form, Name, Registered office, Object, Duration

1. Form.

1.1 There is formed a company in the form of a private limited liability company (société à responsabilité limitée) (the "Company") which will be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, notably the Act of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Law"), Article 1832 of the Luxembourg Civil Code, as amended, and the present articles of incorporation (the "Articles").

1.2 The Company may have one sole shareholder or several shareholders (the "Shareholder(s)"), provided that the number of shareholders does not exceed forty (40).

2. Company name. The Company exists under the name "Al Hussam S.à r.l."

3. Registered office.

3.1 The Company has its registered office in the municipality of Luxembourg.

3.2 The sole manager or, as the case may be, the board of managers of the Company (the "Management") is authorised to change the address of the Company's registered office within the municipality of the Company's registered office.

3.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by decision of the Management.

3.4 In the event that, in the opinion of the Management, extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with the said office or between the said office and persons abroad, it may temporarily transfer the registered office abroad, until the end of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

4. Object.

4.1 The object of the Company is the direct and indirect acquisition and holding of stakes, in any form whatsoever, in Luxembourg and/or foreign undertakings, as well as the administration, development and management of such stakeholdings.

4.2 This includes without limitation the investment in, acquisition and disposal of, grant or issuance (without a public offering) of preferred equity certificates, loans, bonds, notes, debentures and other debt instruments, shares, warrants and other equity instruments or rights, including without limitation, shares of capital stock, limited partnership interests, limited liability company interests, preferred stock, securities and swaps, and any combination of the foregoing, in each case

whether readily marketable or not, as well as obligations (including without limitation synthetic securities obligations) in any type of company, entity or other legal person.

4.3 The Company may also use its funds to invest in real estate, intellectual property rights or any other movable or immovable asset in any form or of any kind.

4.4 The Company may grant pledges, guarantees, liens, mortgages and any other form of security as well as any form of indemnity, to Luxembourg or foreign entities, in respect of its own obligations and debts.

4.5 The Company may also provide assistance in any form (including without limitation the extension of advances, loans, money deposits and credit as well as the provision of pledges, guarantees, liens, mortgages and any other form of security) to the Company's subsidiaries. On a more occasional basis, the Company may provide the same type of assistance to undertakings that form part of the same group to which the Company belongs or to third parties, provided that doing so is in the Company's interest and does not trigger any license requirements.

4.6 In general, the Company may carry out any commercial, industrial or financial transactions and engage in such other activities as it deems necessary, advisable, convenient, incidental to, or not inconsistent with, the accomplishment and development of its corporate purpose.

4.7 Notwithstanding the foregoing, the Company shall not enter into any transaction that would cause it to be engaged in a regulated activity or one that requires the Company to have a licence.

5. Duration. The Company is established for an unlimited period of time.

Share capital, Transfer of shares

6. Share capital.

6.1 The share capital of the Company amounts to twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-), divided into twelve thousand five hundred (12,500) shares, each with a par value of one Euro (EUR 1.-).

6.2 In addition to the share capital, the Shareholder(s) may decide to set up a share premium account. Any premium paid on shares in addition to the par value must be transferred into this share premium account. The funds of the share premium account may be used by the Company to redeem the Company's own shares from Shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to Shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

6.3 In addition to the share capital and share premium account, the Company may maintain a capital contribution account 115 (compte 115 "Apport en capitaux propres non rémunéré par des titres") on which the Company shall allocate any capital contributions to the Company which will be made without issue by the Company of any new shares in consideration for the relevant contribution.

6.4 The Company may only acquire its own shares for the purpose of and subject to their immediate cancellation.

6.5 The share capital of the Company may be increased or reduced once or several times by the Shareholders in accordance with these Articles and the laws of the Grand Duchy of Luxembourg applicable to any amendment of these Articles.

7. Shares.

7.1 All shares will be and remain in registered form.

7.2 Ownership of a share carries implicit acceptance of these Articles and the resolutions adopted by the Shareholders.

7.3 Each share entitles to one vote, subject to the limitations imposed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

7.4 Each share of the Company is indivisible vis-à-vis the Company. Coowners of shares must be represented by a common representative vis-à-vis the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to the share until a common representative has been notified by the co-owners to the Company in writing or by fax.

8. Transfer of shares.

8.1 The shares may be transferred freely amongst the Shareholders.

8.2 Where the Company has a sole Shareholder, such Shareholder may freely transfer his/her/its shares.

8.3 Where the Company has several Shareholders, any transfer of shares to third parties requires the consent of the Shareholders representing at least three quarters of the issued share capital.

8.4 Any transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a private contract. No transfer of shares is binding vis-à-vis the Company or vis-à-vis third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company in accordance with the applicable Luxembourg law on transfers of claims, in particular, without limitation, article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

Management; Auditor

9. Managers.

9.1 The Company shall be managed by one or several managers, who do not need to be Shareholders (the "Manager (s)").

9.2 The Managers are appointed by the Shareholders who determine (i) their number, (ii) their remuneration and (iii) the limited or unlimited duration of their mandate.

9.3 The Managers will hold office until their successors are elected. They may be re-elected and may be removed at any time, with or without cause, by the Shareholders.

9.4 The Shareholders may decide to qualify the appointed Managers as class A managers and class B managers respectively.

9.5 Even after the term of their mandate, the Managers are not entitled to disclose confidential information of the Company or any Company information which may be detrimental to the Company's interests, except when such a disclosure is mandatory by law.

10. Board of Managers.

10.1 Where more than one Manager has been appointed, the Managers will constitute a board of managers (the "Board").

10.2 The Board may appoint a Manager as its chair (the "Chair of the Board").

11. Powers of Management.

11.1 The Management is vested with full powers to act on behalf of the Company and to authorize, on behalf of the Company, all acts whether of an administrative or of a disposal nature which the Management in its full discretion deems necessary or useful for accomplishing the Company's object. All powers not expressly reserved by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg to the Shareholders fall within the competence of the Management.

11.2 The Management may also set up one or more committee(s) and determine its/their composition and powers and delegate certain powers and/or special mandates to them.

11.3 The Management may confer certain powers and/or special mandates to act on behalf of and bind the Company, vis-à-vis third parties, to one or several Manager(s), Shareholder(s) or third person(s), any of these acting either alone or jointly as determined by the Management.

12. Meetings of the Board and written decisions.

12.1 The Board will meet upon the request of any Manager, and where there are both class A Managers and class B Managers, by at least one Manager of each class.

12.2 The Chair of the Board will inform the other Managers of the place, date, time and agenda of the meeting by written notice or email. Such notice must be received by the Managers at least twenty-four hours prior to the meeting. No separate notice is required for meetings held at places, dates and times specified in a time schedule previously adopted by a decision of the Board and in case of urgency.

12.3 The above mentioned notice requirement may be waived in writing by the concerned Manager(s) or by the unanimous written consent of all Managers at the relevant meeting of the Board.

12.4 At each Board meeting, the Board shall appoint the chair of the relevant meeting by vote of the majority of the Managers present or represented at such meeting.

12.5 The Board may also appoint a secretary, whether a Manager or not, who will be responsible for keeping the minutes of the meeting.

12.6 Managers may attend and act at any Board meeting by appointing another Manager in writing as her/his representative.

12.7 Managers may participate and express their vote in a Board meeting by means of a conference call, by videoconference or by any similar means of communication enabling several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such methods of participation are to be considered as equivalent to a physical presence at the relevant meeting.

12.8 A quorum of the Board shall be the presence or the representation of a majority of the Managers holding office, provided, whenever applicable, that at least a class A Manager and a class B Manager are present. Decisions will be taken by a majority of the votes of the Managers present or represented at the relevant meeting and this majority shall at least, whenever applicable, include a class A Manager and a class B Manager.

12.9 Decisions of the Board are taken by a majority of the Managers present or represented at the relevant Board meeting. In the case of a tied vote, the Chair of the Board does not have a casting vote.

12.10 The minutes of Board meetings must be drawn up and signed by all Managers present at the relevant meeting. Any powers of attorney shall remain attached to the minutes.

12.11 A written resolution signed by all Managers is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board which was duly convened and held. Such a resolution can be documented in either a single document signed by all Managers or in several separate documents all with the same content each of them signed by one or several Managers.

12.12 Where only one Manager has been appointed, such Manager has full power to act on behalf of and validly bind the Company without the need of any decision in writing or minutes of the sole Manager's decisions.

12.13 Copies or extracts of the minutes of the Board meeting shall be certified by the Management

13. Representation of the Company.

13.1 Where only one Manager has been appointed, the Company will be bound vis-à-vis third parties by the sole signature of that Manager as well as by the joint or single signature of any person(s) to whom such Manager has delegated signatory authority, within the limits of such authority.

13.2 Where the Company is managed by a Board, the Company will be bound vis-à-vis third parties by the joint signatures of any two Managers as well as by the joint or single signature of any person(s) to whom the Board has delegated signatory authority, within the limits of such authority.

13.3 Notwithstanding the above, the Company will be bound vis-à-vis third parties only by the joint signatures of one class A manager and one class B manager if the Shareholder(s) has/have qualified the Managers as class A managers and class B managers as well as by the joint or single signature of any person(s) to whom the Board has delegated signatory authority, within the limits of such authority.

14. Conflict of Interests.

14.1 Subject to the following, the conflict of interest rules as set out in article 57 of the Act shall apply.

14.2 No contract or other business between the Company and any third party company or firm shall be affected or invalidated by the sole fact that one or several duly authorised representatives of the Company, including but not limited to any Manager may have a direct or indirect personal interest in the relevant matter.

14.3 If the sole Manager or all Managers are conflicted with respect to a certain matter, the matter shall be resolved upon by the general meeting of shareholders of the Company (the “General Meeting”) or the sole Shareholder (as applicable).

15. Indemnification of Managers.

15.1 The Company will indemnify its Manager(s), and, if applicable, their successors, heirs, executors and administrators, against damages and expenses reasonably incurred in connection with any action, suit or proceeding to which the Manager(s) is/(are) party for being or having been Manager(s) of the Company or, at the request of the Company, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor if and to the extent they are not entitled to indemnification by such other company.

15.2 Indemnification will only be provided if and to the extent the Manager(s) is/(are) not finally adjudged in an action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct.

15.3 In the event of a settlement, indemnification will only be provided if and to the extent the Company is advised by its legal counsel that the Manager(s) did not commit a breach of his/her duties.

15.4 The foregoing right of indemnification does not exclude other rights to which the Manager(s) and, if applicable its/(their) successors, heirs, executors and administrators may be entitled.

16. Audit.

16.1 If no licensed independent auditor (réviseur d’entreprises agréé) is required by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and the Company has more than twenty-five (25) Shareholders, the Company's annual accounts are to be audited by one or more supervisory auditor(s) (commissaire(s) aux comptes), which can either be one or several Shareholders or third persons.

16.2 If no licensed independent auditor (réviseur d’entreprises agréé) is required by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and the Company has twenty-five (25) or less Shareholders, the Shareholders may decide, without being obliged to do so, to have the annual accounts audited by one or more statutory auditor(s) (commissaire(s) aux comptes), being either Shareholders or third persons.

16.3 The auditor(s) shall be appointed by the Shareholders who shall determine the (i) number of auditor(s), (ii) remuneration of the auditor(s) and (iii) duration of the mandate of the auditor(s). The auditor(s) will hold office until their successors are elected. They may be re-elected at the end of their term and they may be removed at any time, with or without cause, by the Shareholders.

Shareholders

17. Shareholders' Resolutions.

17.1 The Shareholders decide by passing resolutions either in Shareholders' meetings or, subject to the limitations set forth in these Articles and the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, by written resolutions.

17.2 One vote is attached to each share, except as otherwise provided for by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

17.3 Any amendment to the Articles must be approved by (i) the majority of Shareholders in number and (ii) three-quarters of the issued share capital, except as otherwise required by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg or by the Articles.

17.4 All other Shareholders' resolutions will be taken by Shareholders representing more than half of the issued share capital of the Company, except as otherwise required by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg or by the Articles. In case the quorum is not reached at the first meeting, the Shareholders shall be convened or consulted a second time, by

registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of issued share capital represented.

18. Written Resolutions.

18.1 If the Company has twenty five (25) or less Shareholders, the Shareholders' resolutions do not have to be passed in Shareholders' meetings but may also be passed by written resolution.

18.2 The text of resolutions to be adopted by written resolution will be sent to the Shareholders in writing by the Management by registered letter, letter, e-mail or fax. Shareholders are under the obligation to cast their vote and send it back to the Management of the company by registered letter, letter, e-mail or fax within fifteen (15) days as from the receipt of the letter. Any votes not cast within this time frame will be considered as having abstained from voting.

18.3 The formal requirements set forth in para. 18.2 for passing written Shareholders' resolutions may be waived by unanimous written resolution of all Shareholders in the relevant written resolution or otherwise.

18.4 The formal requirements set forth in para. 18.2 for passing written Shareholders' resolutions do not apply if the Company has only one Shareholder. All resolutions adopted by a sole Shareholder must, however, be documented in writing and signed by the sole Shareholder.

18.5 Any copies or extracts of the written Shareholders' resolutions shall be certified by the Management.

19. General Meetings.

19.1 An annual General Meeting needs only be held if the Company has more than twenty-five (25) Shareholders. In that case, these Articles shall be amended in order to provide for the date and time at which such annual Shareholders' meeting shall be held.

19.2 Extraordinary General Meetings are convened in accordance with the laws of the Grand Duchy of Luxembourg by notice of the Management, the auditor(s) of the Company or the Shareholder(s) representing at least half of the issued share capital of the Company (as the case may be).

19.3 A General meeting may only be held abroad if, in the opinion of the Management, this should be necessary due to circumstances of force majeure.

19.4 The notice convening the Shareholders' meeting shall indicate the place, date, time and agenda of the meeting and shall be sent to the Shareholders at least eight (8) days prior to the meeting. The above mentioned notice requirement may be waived in writing by the concerned Shareholder(s) or by the unanimous written consent of all Shareholders at the relevant meeting of the Shareholders.

19.5 Any duly constituted Shareholders' meeting represents all the Shareholders of the Company.

19.6 If the Company has only a sole Shareholder, this sole Shareholder exercises the powers granted to the general meeting of shareholders by applicable law and these Articles. Articles 194 to 196 and 199 of the law of 10 August 1915, as amended from time to time, are not applicable to that situation.

20. Procedure at Shareholders' meetings.

20.1 A Shareholder may act at a Shareholders' meeting by appointing a representative, who does not have to be a Shareholder, in writing or by fax.

20.2 Shareholder(s) may participate in a Shareholders' meeting by means of a conference call, by videoconference or by any similar means of communication enabling several persons to communicate with each other. Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the relevant meeting.

20.3 The Management may determine all other conditions that must be fulfilled in order to take part in a Shareholders' meeting.

20.4 At each meeting of the Shareholders, the Shareholders shall appoint the chair of the relevant meeting by vote of the majority of the Shareholders present or represented at such meeting (the "Chair of the Shareholders' Meeting").

20.5 The Chair of the Shareholders' Meeting will appoint a secretary. The Shareholders will appoint one or several scrutineer(s). The Chairman of the Shareholders' meeting together with the secretary and the scrutineer(s) form the bureau of the general meeting (the "Bureau").

20.6 An attendance list indicating the (i) name of the Shareholders, (ii) number of shares held by them and, if applicable, (iii) name of the representative, must be drawn up and signed by the members of the Bureau.

20.7 Minutes of the resolutions of the Shareholders' meeting shall be drawn up and signed by the Bureau.

20.8 Copies or extracts of the minutes of the Shareholders' meeting shall be certified by the Management.

Financial year, Distributions of earnings

21. Financial year. The Company's financial year begins on the first day of the month of January and ends on the last day of the month of December.

22. Approval of financial statements.

22.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the Management will draw up the annual accounts of the Company in accordance with the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

22.2 The Management will submit the annual accounts of the Company to the company's auditor(s), if any, for review and to the Shareholders for approval.

22.3 Each Shareholder may inspect the annual accounts at the registered office of the Company as provided for by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

23. Allocation of profits.

23.1 From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg. This allocation will cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed share capital of the Company. The reserve can be used in whole or in part to (i) absorb existing losses, if any, (ii) put into a reserve or provision, (iii) carry it forward to the next following financial year or (iv) be distributed to the Shareholders as a dividend.

23.2 The Shareholders shall determine how the remainder of the annual net profits will be allocated.

24. **Interim dividends.** The Management is authorised to pay out interim dividends, provided that current interim accounts have been drawn-up and that said interim accounts show that the Company has sufficient available funds for such a distribution.

Dissolution, Liquidation

25. Dissolution and liquidation.

25.1 The dissolution of the Company may be resolved by its Shareholders with the same quorum and majority required to amend these Articles, unless otherwise provided by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

25.2 Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators appointed by the Shareholders determining powers and compensation of the liquidator(s).

25.3 After payment of all the outstanding debts of and charges against the Company, including taxes and expenses pertaining to the liquidation process, the remaining net assets of the Company shall be distributed equally to the Shareholders pro rata to the number of the shares held by them.

Applicable law

26. **Applicable law.** All matters not governed by these Articles shall be determined by the applicable law.

Subscription and payment

Thereupon, the Founding Shareholders, represented by the Representative, declared to subscribe to and to fully pay in cash all the twelve thousand five hundred (12,500) shares with a par value amount of one euro (EUR 1) each issued by the Company.

The capital has been subscribed as follows:

Shareholders	Shares
Ms Suhir Taha a Hasiba, prenamed	3,125 Shares
Ms Dema Hussam A M Abuissa, prenamed	3,125 Shares
Ms Tala Hussam A M Abuissa, prenamed	3,125 Shares
Ms Aya Hussam A M Abuissa, prenamed	<u>3,125 Shares</u>
Total:	12,500 Shares

All these Shares have been fully paid up, so that the sum of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-) corresponding to the twelve thousand five hundred (12,500) shares each with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) is forthwith at the free disposal of the Company.

Proof of such payment has been given to the undersigned notary who states that the conditions set forth in article 183 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended by article 1832 of the civil code, as amended, have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Transitory provisions

The first financial year of the Company will begin on the present date and will end on 31 December 2016.

Extraordinary shareholders' meeting

The Founding Shareholders, represented by the Representative, thereupon passed the following resolutions:

1. The number of Managers is set at two (2) and the following persons are appointed as Managers of the Company for an unlimited period:

- Mr. Alexander GROSSENBACHER, born in Aarau, Switzerland, on 7 February 1991, with professional address at 114, Rue du Rhone, Geneva 3, Switzerland, as class A manager;

- Mr. Frank PRZYGODDA, born in Bochum, Germany, on 28 February 1968, with professional address at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as class B manager.

2. The registered office of the Company shall be at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of this deed are estimated at approximately one thousand two hundred euros (EUR 1,200.-).

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date stated at the beginning of this document. The undersigned notary, who understands English, states that, on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a German version and that, in case of any difference between the English and the German text, the English text shall prevail.

This document was read to the Representative, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence. This original deed was then signed by the Representative together with the notary.

Es Folgt die Deutsche Fassung des Vorstehenden Textes:

Im Jahr zweitausend und sechzehn, am dreiundzwanzigsten Februar,

ist vor mir, Maître Léonie GRETHEN, Notar mit Amtssitz in Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg),

Frau Suhir Taha A HASIBA, katari Staatsbürger, geboren in Doha, Katar, am 11. April 1964, mit Wohnsitz in Villa nr. 50 - Street nr. 820, Ali Bin Abi Tabeb Street Al Assiery, Doha, Katar,

Frau Dema Hussam A M ABUISSA, katari Staatsbürger, geboren in Doha, Katar, am 9. September 1984, mit Wohnsitz in Villa nr 50 - Street nr. 820, Ali Bin Abi Tabeb Street Al Assiery, Doha, Katar,

Frau Tala Hussam A M ABUISSA, katari Staatsbürger, geboren in Doha, Katar, am 9. Januar 1988, mit Wohnsitz in Villa nr 50 - Street nr. 820, Ali Bin Abi Tabeb Street Al Assiery, Doha, Qatar

Frau Aya Hussam A M ABUISSA, katari Staatsbürger, geboren in Doha, Katar, am 30. Juni 1990, mit Wohnsitz in Villa nr 50 - Street nr. 820, Ali Bin Abi Tabeb Street Al Assiery, Doha, Katar, (zusammen der „Gründungsgesellschafter“) erschienen,

in diesem Fall vertreten durch Frau Rachida El Farhane, Angestellte, geschäftsansässig in Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg) (der „Vertreter“), kraft vier Vollmachten, die, nachdem sie ne varietur vom Vertreter und vom unterzeichneten Notar unterzeichnet wurde, der vorliegenden Urkunde zum Zweck der Eintragung beigelegt wird.

Der Gründungsgesellschafter, repräsentiert durch den Vertreter, hat den unterzeichneten Notar aufgefordert, die folgende Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) aufzusetzen, die er zu gründen erklärt hat.

GESELLSCHAFTSSATZUNG

Gesellschaftsform, Firmenname, Eingetragener Gesellschaftssitz, Gegenstand, Dauer

1. Gesellschaftsform.

1.1 Es besteht eine Gesellschaft in Form einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) (die „Gesellschaft“), die dem Recht des Großherzogtums Luxemburg unterliegt, und zwar insbesondere dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner derzeit geltenden Fassung (das „Gesetz“), Artikel 1832 des luxemburgischen Zivilgesetzbuches in seiner derzeit geltenden Fassung sowie der vorliegenden Gesellschaftssatzung (die „Satzung“).

1.2 Die Gesellschaft kann anfänglich aus einem Alleingesellschafter oder mehreren Gesellschaftern („der/die Gesellschafter“) bestehen, vorausgesetzt, dass die Zahl der Gesellschafter vierzig (40) nicht übersteigt.

2. Firmenname. Die Gesellschaft besteht unter dem Namen „Al Hussam S.à.r.l.“.

3. Eingetragener Firmensitz.

3.1 Der eingetragene Firmensitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde Luxemburg.

3.2 Der Alleingesellschafter oder gegebenenfalls der Vorstand (die „Geschäftsführung“) ist ermächtigt, die Anschrift des eingetragenen Firmensitzes der Gesellschaft innerhalb der Gemeinde des eingetragenen Firmensitzes der Gesellschaft zu ändern.

3.3 Zweigstellen bzw. sonstige Niederlassungen können auf Beschluss des Vorstands entweder im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland errichtet werden.

3.4 Sollten nach Ansicht der Geschäftsführung außerordentliche politische, wirtschaftliche oder gesellschaftliche Entwicklungen vorliegen oder bevorstehen, die die normalen Tätigkeiten der Gesellschaft an ihrem eingetragenen Firmensitz oder die problemlose Kommunikation mit dem besagten Sitz oder zwischen diesem Sitz und sich im Ausland aufhaltenden Personen beeinträchtigen würden, so darf sie den eingetragenen Firmensitz vorübergehend und bis zum Ende dieser außerordentlichen Umstände ins Ausland verlegen. Derartige zeitweiligen Maßnahmen haben keinen Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft; sie bleibt ungeachtet der zeitweiligen Verlegung des eingetragenen Firmensitzes eine dem Recht des Großherzogtums Luxemburg unterliegende Gesellschaft.

4. Gegenstand.

4.1 Der Zweck der Gesellschaft besteht im Erwerb von Beteiligungen in jedweder Form an kommerziellen, industriellen, finanziellen oder sonstigen luxemburgischen oder ausländischen Unternehmen sowie in der Verwaltung, in der Entwicklung und im Management dieser Stakeholdings.

4.2 Dies beinhaltet ohne Einschränkung die Investition in, der Erwerb von und die Verfügung über, sowie die Gewährung oder Ausgabe (ohne öffentliches Angebot) von Preferred Equity Certificates, Darlehen, Anleihen, Schuldverschreibungen, Pfandbriefe und andere Schuldtitel, Aktien, Optionsscheine sowie andere Eigenkapitalinstrumente oder -rechte, einschließlich, ohne darauf beschränkt zu sein, Aktienkapital, Anteile an Kommanditgesellschaften, an Gesellschaften mit beschränkter Haftung, Vorzugsaktien, Wertpapiere und Swaps und jedwede Kombination davon, jeweils unabhängig davon, ob ohne weiteres marktfähig oder nicht, sowie Schuldverschreibungen (einschließlich, ohne darauf beschränkt zu sein, synthetische Schuldverschreibungen) in jedweder Art von Gesellschaft, juristischen Person oder anderem Rechtssubjekt.

4.3 Die Gesellschaft kann ihre Mittel auch dazu verwenden, in Immobilien, Immaterialgüterrechte oder jedwedes anderes bewegliches und unbewegliches Vermögen in jedweder Form oder jedweder Art zu investieren.

4.4 Die Gesellschaft kann Pfandrechte, Garantien, dingliche Sicherungsrechte, Hypotheken und jede andere Form von Sicherheiten sowie jedwede Form von Entschädigung, für luxemburgische oder ausländische Gesellschaften, bezüglich ihrer eignen Verpflichtungen und Schulden gewähren.

4.5 Die Gesellschaft kann ferner ihren Tochtergesellschaften Unterstützung in jedweder Form (einschließlich, ohne darauf beschränkt zu sein, der Ausdehnung von Vorschüssen, Darlehen, Geldeinlagen und Krediten sowie der Gewährung von Pfandrechten, Garantien, dinglichen Sicherungsrechten, Hypotheken und jeder anderen Form von Sicherheit) zukommen lassen. Gelegentlich kann die Gesellschaft Unternehmen, die Teil der gleichen Unternehmensgruppe sind, zu der die Gesellschaft gehört, oder Dritten dieselbe Unterstützung zukommen lassen, vorausgesetzt, dass dies im besten Interesse der Gesellschaft ist und dadurch keine Genehmigungserfordernisse entstehen.

4.6 Die Gesellschaft darf alle wirtschaftlichen, technischen und finanziellen Tätigkeiten durchführen, die direkt oder indirekt mit allen vorstehend beschriebenen Bereichen verbunden sind, um die Erreichung des Zwecks der Gesellschaft zu erleichtern.

4.7 Ungeachtet des Vorstehenden darf die Gesellschaft keine Geschäfte tätigen, die dazu führen könnten, dass sie an einer reglementierten Tätigkeit oder an einer Tätigkeit beteiligt ist, für die die Gesellschaft eine Lizenz benötigt.

5. Dauer. Die Gesellschaft wird auf unbefristete Zeit gegründet.

Stammkapital und Übertragung von Anteilen

6. Stammkapital.

6.1 Das gezeichnete Gesellschaftskapital beträgt zwölftausend fünfhundert Euro (EUR 12.500), unterteilt in zwölftausend fünfhundert (12.500) Anteile mit einem Nennwert von jeweils einem Euro (EUR 1).

6.2 Der/die Gesellschafter ist/sind berechtigt, die Bildung einer Agiorücklage zusätzlich zum Stammkapital zu beschließen. Jedes Aufgeld, das zusätzlich zum Nennwert für Anteile bezahlt wurde, muss in dieses Agiorücklage übertragen werden. Die Mittel der Agiorücklage dürfen von der Gesellschaft dafür eingesetzt werden, ihre Anteile von Gesellschaftern zurückzukaufen, Nettoverluste auszugleichen, Ausschüttungen an die Gesellschafter vorzunehmen oder Mittel in die gesetzliche Rücklage einzustellen.

6.3 Neben dem Stammkapital und der Agiorücklage kann die Gesellschaft ein Kapitaleinlagenkonto 115 (compte 115 "Apport en capitaux propres non rémunéré par des titres") einrichten, in das die Gesellschaft Einlagen in die Gesellschaft einstellen kann, die erfolgen, ohne dass die Gesellschaft neue Anteile als Gegenleistung für die entsprechende Einlage ausgibt.

6.4 Eigene Anteile dürfen von der Gesellschaft nur zum Zweck und nach Maßgabe ihrer Einziehung erworben werden.

6.5 Die Gesellschafter können das Stammkapital der Gesellschaft einmal oder mehrmals in Übereinstimmung mit dieser Satzung und dem auf die jeweiligen Fassung dieser Satzung anwendbaren Recht des Großherzogtums Luxemburg verringern oder erhöhen.

7. Anteile.

7.1 Alle Anteile sind Namensanteile und bleiben als Namensanteile bestehen.

7.2 Der Besitz eines Anteils ist mit der stillschweigenden Annahme dieser Satzung und der von den Gesellschaftern gefassten Beschlüsse verbunden.

7.3 Jeder Anteil berechtigt in den von den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg auferlegten Grenzen zu einer Stimme.

7.4 Gegenüber der Gesellschaft ist jeder Anteil unteilbar. Mitinhaber von Anteilen müssen gegenüber der Gesellschaft durch einen gemeinsamen Vertreter vertreten werden. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Ausübung aller Rechte, die mit einem Anteil verbunden sind, so lange auszusetzen, bis die Mitinhaber der Gesellschaft gegenüber schriftlich oder per Telefax einen gemeinsamen Vertreter ernannt haben.

8. Übertragung von Anteilen.

8.1 Die Anteile können unter den Gesellschaftern frei übertragen werden.

8.2 Sofern die Gesellschaft nur einen einzigen Gesellschafter hat, darf dieser Gesellschafter seine/ihre Anteile frei übertragen.

8.3 Sofern die Gesellschaft mehrere Gesellschafter hat, bedarf jede Übertragung von Anteilen an Dritte der Zustimmung seitens der Gesellschafter, die mindestens drei Viertel des gesamten begebenen Stammkapitals repräsentieren.

8.4 Jede Übertragung der Anteile muss durch eine notarielle Urkunde oder einen privatschriftlichen Vertrag nachgewiesen werden. Für die Gesellschaft oder für Dritte sind keine Anteilsübertragungen bindend, die der Gesellschaft nicht ordnungsgemäß bekannt gegeben oder nicht gemäß dem anwendbaren luxemburgischen Recht für die Übertragung von Ansprüchen und insbesondere gemäß Artikel 1690 des luxemburgischen Zivilgesetzbuches von der Gesellschaft angenommen wurden.

Geschäftsführung; Wirtschaftsprüfer

9. Geschäftsführer.

9.1 Die Gesellschaft wird von einem oder mehreren Geschäftsführern geleitet, bei denen es sich nicht um Gesellschafter handeln muss (der/die „Geschäftsführer“).

9.2 Die Geschäftsführer werden von den Gesellschaftern ernannt, die (i) ihre Anzahl, (ii) ihre Vergütung und (iii) die begrenzte oder unbegrenzte Dauer ihres Mandats bestimmen.

9.3 Die Geschäftsführer bekleiden ihre Ämter, bis ihre Nachfolger gewählt werden. Sie dürfen von den Gesellschaftern wiedergewählt und jederzeit mit oder ohne sachlichen Grund von ihnen entlassen werden.

9.4 Die Gesellschafter können beschließen, die ernannten Geschäftsführer jeweils als Klasse-A- und Klasse-B-Geschäftsführer zu qualifizieren.

9.5 Auch nach dem Ablauf ihres Mandats sind die Geschäftsführer nicht zur Offenlegung vertraulicher Informationen der Gesellschaft oder von Gesellschaftsinformationen berechtigt, die den Interessen der Gesellschaft schaden könnten, es sei denn, eine solche Offenlegung ist gesetzlich vorgeschrieben.

10. Vorstand.

10.1 Sofern mehrere Geschäftsführer ernannt worden sind, bilden die Geschäftsführer einen Vorstand (der „Vorstand“).

10.2 Der Vorstand ernennt einen Geschäftsführer zum Vorstandsvorsitzenden (der „Vorstandsvorsitzende“).

11. Befugnisse der Geschäftsführung.

11.1 Die Geschäftsführung ist mit der Vollmacht ausgestattet, im Namen der Gesellschaft zu handeln und im Namen der Gesellschaft alle Maßnahmen, ob administrativer oder anordnender Natur zu genehmigen, die die Geschäftsführung Sinne der Erreichung des Zwecks der Gesellschaft als erforderlich bzw. nützlich erachtet. Alle Befugnisse, die nach den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg nicht ausdrücklich den Gesellschaftern vorbehalten sind, fallen in den Kompetenzbereich der Geschäftsführung.

11.2 Die Geschäftsführung kann auch einen oder mehrere Ausschüsse einrichten, dessen/deren Zusammensetzung und Befugnisse bestimmen und ihm/ihnen bestimmte Befugnisse und/oder besondere Mandate erteilen.

11.3 Die Geschäftsführung kann bestimmte Befugnisse und/oder besondere Mandate, um die Gesellschaft gegenüber Drittparteien zu vertreten und zu verpflichten, auf einen oder mehrere Geschäftsführer, Gesellschafter oder Dritte übertragen, wobei diese, wie von der Geschäftsführung bestimmt, jeweils alleine oder gemeinsam handeln können.

12. Sitzungen des Vorstands und Schriftform der Beschlüsse.

12.1 Der Vorstand tritt auf Antrag eines Geschäftsführers zusammen und wenn es sowohl Geschäftsführer der Kategorie A als auch Geschäftsführer der Kategorie B gibt, auf Antrag von mindestens einem Geschäftsführer jeder dieser Kategorien.

12.2 Der Vorstandsvorsitzende informiert die anderen Geschäftsführer mittels einer schriftlichen Mitteilung oder per E-Mail über den Ort, das Datum, die Uhrzeit und die Tagesordnung der Sitzung. Diese Mitteilung muss den Geschäftsführern mindestens vierundzwanzig Stunden vor der Sitzung zugehen. Im Fall von Sitzungen, die an Orten, an Tagen und zu Uhrzeiten, die im Voraus durch einen Vorstandsbeschluss festgelegt wurden, und in dringenden Fällen ist eine gesonderte Mitteilung nicht erforderlich.

12.3 Auf die oben beschriebene Mitteilungserfordernis kann schriftlich durch den/die betroffenen Geschäftsführer oder durch die einstimmige schriftliche Zustimmung aller Geschäftsführer bei der betreffenden Sitzung des Vorstands verzichtet werden.

12.4 Bei jeder Vorstandssitzung ernennt der Vorstand für die jeweilige Sitzung durch Mehrheitsbeschluss der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer einen Vorsitzenden.

12.5 Der Vorstand kann außerdem einen Schriftführer ernennen, der ein Geschäftsführer sein kann, aber nicht muss. Er ist für die Führung des Protokolls der Sitzung zuständig.

12.6 Geschäftsführer können an jeder beliebigen Vorstandssitzung mitwirken, indem sie einen anderen Geschäftsführer schriftlich zur ihrem Vertreter ernennen.

12.7 Die Teilnahme von Geschäftsführern an einer Vorstandssitzung und die Stimmabgabe in dieser kann mittels Telefonkonferenz, Videokonferenz oder ähnlicher Kommunikationsmittel erfolgen, die es mehreren daran teilnehmenden Personen ermöglicht, gleichzeitig miteinander zu kommunizieren. Eine derartige Teilnahme ist der physischen Anwesenheit bei der jeweiligen Sitzung gleichzusetzen.

12.8 Das Quorum wird durch die Anwesenheit oder die Vertretung einer Mehrheit der amtierenden Geschäftsführer erreicht, wobei, soweit zutreffend, mindestens ein Klasse-A-Geschäftsführer und ein Klasse-B-Geschäftsführer anwesend sein müssen. Beschlüsse werden in der betreffenden Sitzung durch eine Stimmmehrheit der persönlich anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer gefällt, wobei bei dieser Mehrheit mindestens, wo zutreffend, die Stimme eines Klasse-A-Geschäftsführers und eines Klasse-B-Geschäftsführers enthalten sein muss.

12.9 Beschlüsse des Vorstands werden durch eine Mehrheit der bei der betreffenden Sitzung anwesenden bzw. vertretenen Geschäftsführer gefasst. Im Fall der Stimmgleichheit verfügt der Vorstandsvorsitzenden über keine ausschlaggebende Stimme.

12.10 Das Protokoll der Vorstandssitzungen muss im Rahmen der entsprechenden Sitzung abgefasst und von allen anwesenden Geschäftsführern unterzeichnet werden. Etwaige Vollmachten sind dem Protokoll beizufügen.

12.11 Ein schriftliche Beschlussfassung, die von allen Geschäftsführern unterzeichnet wurde, ist ebenso ordnungsgemäß und gültig wie ein Beschluss, der bei einer Vorstandssitzung gefasst wurde, die ordnungsgemäß einberufen und abgehalten wurde. Eine solche Beschlussfassung kann entweder durch ein einzelnes Dokument, das von allen Geschäftsführern unterzeichnet wurde, oder durch mehrere separate Dokumente belegt werden, die alle den gleichen Inhalt haben und jeweils von einem Geschäftsführer oder mehreren Geschäftsführern unterzeichnet wurden.

12.12 Sofern nur ein Geschäftsführer ernannt wurde, hat dieser die Vollmacht inne, im Namen der Gesellschaft zu handeln und diese zu verpflichten, ohne dass dazu ein schriftlicher Beschluss oder ein Protokoll des Beschlusses des Alleingeschafters erforderlich ist.

12.13 Kopien oder Auszüge des Protokolls der Vorstandssitzung sind durch die Geschäftsführung zu bestätigen.

13. Vertretung der Gesellschaft.

13.1 Sofern nur ein Geschäftsführer ernannt wurde, wird die Gesellschaft gegenüber Dritten durch die alleinige Unterschrift dieses Geschäftsführers sowie durch die gemeinsame oder alleinige Unterschrift jeglicher Person(en) verpflichtet, der/denen ein solcher Alleingeschafter eine Zeichnungsberechtigung übertragen hat und die innerhalb der Grenzen einer solchen Berechtigung handeln.

13.2 Wird die Gesellschaft von einem Vorstand geführt, wird die Gesellschaft gegenüber Dritten durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Geschäftsführern sowie durch die gemeinsame oder alleinige Unterschrift jeglicher Person(en) verpflichtet, der/denen der Vorstand eine Zeichnungsberechtigung übertragen hat und die innerhalb der Grenzen einer solchen Berechtigung handeln.

13.3 Ungeachtet des Vorstehenden wird die Gesellschaft gegenüber Dritten nur durch die gemeinsamen Unterschriften eines Klasse-A-Geschäftsführers und eines Klasse-B-Geschäftsführers verpflichtet, wenn der/die Gesellschafter die Geschäftsführer als Klasse-A-Geschäftsführer und Klasse-B-Geschäftsführer bestimmt haben, sowie durch die gemeinsame Unterzeichnung jeglicher Person(en), der/denen der Vorstand eine Zeichnungsberechtigung übertragen hat und die innerhalb der Grenzen einer solchen Berechtigung handeln.

14. Interessenkonflikt.

14.1 Nach Maßgabe der folgenden Bestimmungen finden die Regelungen für Interessenskonflikte, die in Artikel 57 des Gesetzes dargelegt werden, Anwendung.

14.2 Kein Vertrag und kein sonstiges Geschäft zwischen der Gesellschaft und einer dritten Gesellschaft oder einem dritten Unternehmen wird allein durch die Tatsache beeinträchtigt oder ungültig, dass ein oder mehrere ordnungsgemäß ermächtigte Vertreter der Gesellschaft, einschließlich ihrer Geschäftsführer, an der betreffenden Angelegenheit ein direktes oder indirektes persönliches Interesse haben.

14.3 Sollte/n sich der Alleingeschafter oder alle Geschäftsführer in Bezug auf eine bestimmte Angelegenheit einem Interessenkonflikt ausgesetzt sehen, wird diese Angelegenheit in der Versammlung der Gesellschafter (die „Hauptversammlung“) oder des Alleingeschafters (wie zutreffend) geklärt.

15. Schadenersatz für Geschäftsführer.

15.1 Die Gesellschaft hat ihrem Geschäftsführer bzw. ihren Geschäftsführern und gegebenenfalls seinen bzw. ihren Rechtsnachfolgern, Erben, Testamentsvollstreckern und Nachlassverwaltern Ersatz für Schäden und Aufwendungen zu leisten, die vernünftigerweise in Zusammenhang mit jedweder Streitsache, Klage oder jedwedem Rechtsverfahren, an der bzw. dem der bzw. die Geschäftsführer aufgrund ihrer gegenwärtigen oder früheren Stellung als Geschäftsführer der Gesellschaft oder, auf Antrag der Gesellschaft, jeder anderen Gesellschaft, in der die Gesellschaft ein Gesellschafter oder Gläubiger ist, wenn und soweit sie kein Recht auf Schadenersatz gegenüber dieser anderen Gesellschaft haben, Partei ist bzw. sind.

15.2 Schadenersatz ist nicht zu leisten, wenn und soweit der bzw. die Geschäftsführer in einer Streitsache, Klage oder einem Rechtsverfahren nicht wegen grober Fahrlässigkeit oder Vorsatz rechtskräftig verurteilt wird bzw. werden.

15.3 Im Falle eines Vergleichs ist Schadenersatz nur zu leisten, wenn und soweit der Gesellschaft von ihrem Rechtsberater darauf hingewiesen wird, dass der bzw. die Geschäftsführer keine Pflichtverletzung begangen hat bzw. haben.

15.4 Das vorstehende Recht auf Schadenersatz schließt andere dem Geschäftsführer bzw. den Geschäftsführern oder gegebenenfalls seinen bzw. ihren Rechtsnachfolgern, Erben, Testamentsvollstreckern und Nachlassverwaltern zustehende Rechte nicht aus.

16. Audit.

16.1 Wenn gemäß den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg kein unabhängiger zugelassener Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises agréé) erforderlich ist und die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, sind die Jahresabschlüsse der Gesellschaft von einem oder mehreren übergeordneten Wirtschaftsprüfer(n) (commissaire(s) aux comptes) zu prüfen, bei dem/denen es sich entweder um einen oder mehrere Gesellschafter oder um Dritte handeln kann.

16.2 Wenn gemäß den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg kein unabhängiger zugelassener Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises agréé) erforderlich ist und die Gesellschaft fünfundzwanzig (25) Gesellschafter oder weniger hat, können die Gesellschafter entscheiden, ohne hierzu verpflichtet zu sein, die Jahresabschlüsse von einem oder mehreren gesetzlichen Wirtschaftsprüfer(n) (commissaire(s) aux comptes) prüfen zu lassen, bei denen es sich entweder um Gesellschafter oder um Dritte handeln kann.

16.3 Der/Die Wirtschaftsprüfer ist/sind von den Gesellschaftern zu ernennen, die (i) die Anzahl der Wirtschaftsprüfer, (ii) die Vergütung des/der Wirtschaftsprüfer(s) und (iii) die Dauer des Mandats des/der Wirtschaftsprüfer(s) bestimmen. Der/Die Wirtschaftsprüfer bleibt/bleiben im Amt, bis ihre Nachfolger gewählt werden. Sie können am Ende ihrer Beauftragungszeit wiedergewählt werden und können jederzeit mit oder ohne Grund von den Gesellschaftern aus ihrem Amt enthoben werden.

Gesellschafter

17. Gesellschafterbeschlüsse.

17.1 Die Gesellschafter können Beschlüsse entweder im Rahmen von Gesellschafterversammlungen oder, unter Vorbehalt der in dieser Satzung definierten Beschränkungen und den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg, durch schriftliche Beschlüsse fassen.

17.2 Jeder Anteil berechtigt zu einer Stimme, sofern nicht anderweitig durch die Gesetze des Großherzogtums Luxemburg vorgegeben.

17.3 Änderungen der Satzung müssen (i) durch Mehrheit der Gesellschafter nach Köpfen und (ii) drei Viertel des ausgegebenen Gesellschaftskapitals genehmigt werden, sofern nicht anderweitig gemäß den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg oder gemäß der Satzung erforderlich.

17.4 Alle anderen Gesellschafterbeschlüsse werden durch Gesellschafter getroffen, die mehr als die Hälfte des ausgegebenen Gesellschaftskapitals der Gesellschaft widerspiegeln, sofern nicht anderweitig gemäß den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg erforderlich. Wenn bei der ersten Versammlung keine beschlussfähige Mehrheit erreicht wird, werden die Gesellschafter per Einschreiben ein zweites Mal zusammengerufen oder zur Abstimmung gebeten und Beschlüsse werden in diesem Fall durch Mehrheit der abgegebenen Stimmen getroffen, unabhängig von dem Anteil des vertretenen ausgegebenen Gesellschaftskapitals.

18. Schriftliche Beschlüsse.

18.1 Wenn die Gesellschaft fünfundzwanzig (25) oder weniger Gesellschafter hat, müssen die Gesellschafterbeschlüsse nicht in Gesellschafterversammlungen verabschiedet werden, sondern können auch durch schriftliche Beschlüsse verabschiedet werden.

18.2 Der Text von Beschlüssen, die durch schriftlichen Beschluss getroffen werden sollen, wird den Gesellschaftern durch das Management per Einschreiben, Brief, E-Mail oder Fax zugesandt. Gesellschafter sind verpflichtet, ihre Stimme abzugeben und sie innerhalb von fünfzehn (15) Tagen nach Erhalt des Briefes dem Management der Gesellschaft per Einschreiben, Brief, E-Mail oder Fax zurückzusenden. Stimmen, die nicht innerhalb dieses Zeitraums abgegeben werden, gelten als Enthaltungen.

18.3 Die formellen dargelegten Anforderungen zur Verabschiedung von schriftlichen Gesellschafterbeschlüssen in Paragraph 18.2 können durch einstimmigen schriftlichen Beschluss aller Gesellschafter in dem jeweiligen schriftlichen Beschluss oder anderweitig aufgehoben werden.

18.4 Die formellen dargelegten Anforderungen zur Verabschiedung von schriftlichen Gesellschafterbeschlüssen in Paragraph 18.2 sind nicht zutreffend, wenn die Gesellschaft nur einen Gesellschafter hat. Alle durch einen alleinigen Gesellschafter getroffenen Beschlüsse müssen jedoch schriftlich dokumentiert und von dem alleinigen Gesellschafter unterzeichnet werden.

18.5 Kopien oder Auszüge der schriftlichen Gesellschafterbeschlüsse sind vom Management zu bestätigen.

19. Hauptversammlungen.

19.1 Eine Jahreshauptversammlung muss nur abgehalten werden, wenn die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat. In diesem Fall werden diese Satzung dahingehend geändert, dass sie das Datum und die Uhrzeit enthalten, zu dem solche Jahreshauptversammlung stattzufinden hat.

19.2 Außerordentliche Hauptversammlungen werden im Einklang mit den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg durch Mitteilung des Management, des/der Wirtschaftsprüfer(s) der Gesellschaft oder des/der Gesellschafter(s), der/die mindestens die Hälfte des ausgegebenen Gesellschaftskapitals der Gesellschaft widerspiegelt, einberufen (je nachdem).

19.3 Eine Hauptversammlung darf nur im Ausland abgehalten werden, wenn dies nach Meinung des Management aufgrund von Umständen höherer Gewalt erforderlich ist.

19.4 Die Mitteilung zur Einberufung der Gesellschafterversammlung hat die Angabe des Ortes, des Datums, der Uhrzeit und der Agenda solcher Versammlung zu beinhalten und ist den Gesellschaftern mindestens acht (8) Tage vor der Versammlung zuzusenden. Auf die oben beschriebene Mitteilungserfordernis kann schriftlich durch den/die betroffenen Gesellschafter oder durch die einstimmige schriftliche Zustimmung aller Gesellschafter bei der jeweiligen Gesellschafterversammlung verzichtet werden.

19.5 Ordnungsgemäß zusammengesetzte Gesellschafterversammlungen vertreten alle Gesellschafter der Gesellschaft.

19.6 Wenn die Gesellschaft einen alleinigen Gesellschafter hat, übt solcher Gesellschafter die Befugnisse aus, die der Hauptversammlung gemäß geltenden Gesetzen und dieser Satzung gewährt werden. Artikel 194 bis 196 und 199 des Gesetzes vom 10. August 1915 in seiner jeweils gültigen Fassung, gelten für diese Situation nicht.

20. Verfahren bei Gesellschafterversammlungen.

20.1 Ein Gesellschafter kann im Rahmen einer Gesellschafterversammlung durch Ernennung eines Vertreters, entweder schriftlich oder per Fax, handeln. Bei solchem Vertreter muss es sich nicht um einen Gesellschafter handeln.

20.2 Die Teilnahme von Gesellschaftern an einer Gesellschafterversammlung kann mittels Telefonkonferenz, Videokonferenz oder ähnlicher Kommunikationsmittel erfolgen, die es mehreren Personen ermöglicht, miteinander zu kommunizieren. Solche Teilnahme gilt als gleichwertig zu einer physischen Präsenz bei der jeweiligen Versammlung.

20.3 Die Geschäftsführung kann alle anderen Bedingungen festlegen, die zur Teilnahme an einer Gesellschafterversammlung erfüllt sein müssen.

20.4 Bei jeder Gesellschafterversammlung ernennen die Gesellschafter für die jeweilige Sitzung durch Mehrheitsbeschluss der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer einen Vorsitzenden (den „Vorsitzenden der Gesellschafterversammlung“)

20.5 Der/Die Vorsitzende der Gesellschafterversammlung ernennt einen Protokollführer. Die Gesellschafter ernennen einen oder mehrere Stimmrechtsprüfer. Der/Die Vorsitzende der Gesellschafterversammlung bildet zusammen mit dem Protokollführer und dem/den Stimmrechtsprüfer(n) den Vorstand der Hauptversammlung (der „Vorstand“).

20.6 Die Mitglieder des Vorstands müssen eine Teilnehmerliste unter Angabe (i) des Namens der Gesellschafter, (ii) der Anzahl der von ihnen jeweils gehaltenen Anteile und, wenn zutreffend, (iii) des Namens ihres Vertreters anfertigen und unterzeichnen.

20.7 Der Vorstand hat ferner Protokoll über die Beschlüsse der Gesellschafterversammlung zu führen und dieses Protokoll zu unterzeichnen.

20.8 Kopien oder Auszüge des Protokolls der Gesellschafterversammlung sind vom Management zu bestätigen.

Geschäftsjahr, Gewinnausschüttung

21. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Tag des Monats Januar und endet am letzten Tag des Monats Dezember.

22. Genehmigung des Jahresabschlusses.

22.1 Am Ende jedes Finanzjahres werden die Bücher abgeschlossen und das Management erstellt den Jahresabschluss der Gesellschaft gemäß den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg.

22.2 Das Management reicht den Jahresabschluss der Gesellschaft bei dem/den etwaigen Wirtschaftsprüfer(n) der Gesellschaft zur Prüfung ein und legt ihn den Gesellschaftern zur Genehmigung vor.

22.3 Jeder Gesellschafter kann den Jahresabschluss beim Geschäftssitz der Gesellschaft gemäß den Bestimmungen der Gesetze des Großherzogtums Luxemburg einsehen.

23. Gewinnverteilung.

23.1 Vom Jahresnettogewinn der Gesellschaft werden fünf Prozent (5 %) in die Rücklagen eingestellt, wie gemäß den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg erforderlich. Diese Zuteilung ist nicht mehr erforderlich, sobald und solange die Rücklagen zehn Prozent (10 %) des gezeichneten Gesellschaftskapitals der Gesellschaft betragen. Die Rücklagen können ganz oder teilweise eingesetzt werden, um (i) etwaige existierende Verluste aufzufangen, (ii) als Rücklagen oder Rückstellungen genutzt zu werden, (iii) sie zum nächsten folgenden Finanzjahr zu übertragen oder (iv) sie als Gewinnausschüttung an die Gesellschafter zu verteilen.

23.2 Die Gesellschafter bestimmen, wie der verbleibende Jahresüberschuss zugeteilt wird.

24. Abschlagsdividenden. Die Geschäftsführung ist befugt, Abschlagsdividenden auszuzahlen, vorausgesetzt, dass ein Zwischenabschluss erstellt wurde und dass solcher Zwischenabschluss zeigt, dass die Gesellschaft über ausreichend verfügbare Mittel für solche Ausschüttung verfügt.

Auflösung, Liquidation

25. Auflösung und Liquidation.

25.1 Die Auflösung der Gesellschaft kann von seinen Gesellschaftern mit der gleichen beschlussfähigen Mehrheit beschlossen werden, die für die Änderung dieser Satzung erforderlich ist, sofern die Gesetze des Großherzogtums Luxemburg nicht anderweitige Bestimmungen enthalten.

25.2 Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation durch einen oder mehrere von den Gesellschaftern ernannte/n Liquidator(en) durchgeführt. Die Gesellschafter bestimmen außerdem die Befugnisse und die Vergütung des Liquidators/der Liquidatoren.

25.3 Nach Zahlung aller ausstehenden Schulden und Gebühren gegen die Gesellschaft, einschließlich Steuern und Auslagen in Verbindung mit dem Liquidationsprozess wird das restliche Nettovermögen der Gesellschaft den Gesellschaftern anteilig zur Anzahl der Anteile, die sie jeweils halten, ausgeschüttet.

Geltendes Recht

26. Anzuwendendes Recht. Alle Angelegenheiten, die nicht dieser Satzung unterliegen, werden gemäß geltendem Recht entschieden.

Zeichnung und Zahlung

Der Gründungsgesellschafter, vertreten vom Vertreter, erklärte danach die Zeichnung und vollständige Zahlung in bar der gesamten zwölftausend fünfhundert (12.500) Anteile mit einem Nennbetrag von jeweils einem Euro (EUR 1,-), von der Gesellschaft ausgegeben.

Das gezeichnete Gesellschaftskapital wird wie folgt verteilt:

Gesellschafter	Anteile
Frau Suhir Taha a Hasiba	3.125 Anteile
Frau Dema Hussam A M Abuissa	3.125 Anteile
Frau Tala Hussam A M Abuissa	3.125 Anteile
Frau Aya Hussam A M Abuissa	<u>3.125 Anteile</u>
Total:	12.500 Anteile

Die gesamten Anteile stellen das gesamte Kapital dar und wurden in bar voll einbezahlt; daher steht der Betrag von zwölftausend fünfhundert Euro (EUR 12.500), unterteilt in zwölftausend fünfhundert (12.500) Anteile mit einem Nennwert von jeweils einem Euro (EUR 1,-) mit sofortiger Wirkung der Gesellschaft zur Verfügung; der Nachricht wurde dem Notar gegenüber ordnungsgemäß erbracht.

Dem unterzeichnenden Notar wurde ein Beleg für solche Zahlung vorgelegt. Der unterzeichnende Notar erklärt, dass die in Artikel 183 des Gesetzes vom 10. August 1915 zu Handelsgesellschaften, geändert durch Artikel 1832 des Zivilgesetzbuches in der geltenden Fassung, dargelegten Bedingungen in ihrer jeweils gültigen Fassung erfüllt wurden und bezeugt ausdrücklich ihre Erfüllung.

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am heutigen Datum und endet am 31. Dezember 2016.

Ausserordentliche Gesellschafterversammlung

Der Gründungsgesellschafter, vertreten vom Vertreter, verabschiedete danach in seiner Eigenschaft als alleiniger Gesellschafter der Gesellschaft die folgenden Gesellschafterbeschlüsse:

1. Die Zahl der Geschäftsführer wird auf zwei (2) festgesetzt und die folgenden Personen werden auf unbestimmte Zeit als Geschäftsführer der Gesellschaft ernannt:

- Herr Alexander GROSSENBACHER, geboren in Aarau, Schweiz, am 7. Februar 1991, berufsansässig in der 114 Rue du Rhone, Genf 3, Schweiz, als Geschäftsführer der Kategorie A;

- Herr Frank PRZYGODDA, geboren in Bochum, Deutschland, am 28. Februar 1968, berufsansässig in der 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, als Geschäftsführer der Kategorie B.

2. Der eingetragene Geschäftssitz der Gesellschaft ist unter der Adresse 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Auslagen

Auslagen, Kosten und Gebühren jeglicher Art, die von der Gesellschaft infolge dieser Urkunde zu entrichten sind, betragen etwa tausendzweihundert Euro (EUR 1.200,-).

Zu Urkunde dessen wurde vorliegende notarielle Urkunde in Luxemburg am zu Beginn dieses Dokuments angegebenen Datum erstellt. Der unterzeichnende Notar, der der englischen Sprache mächtig ist, erklärt, dass vorliegende Urkunde auf Verlangen der erschienenen Partei auf Englisch formuliert wurde, gefolgt von einer deutschen Version und dass der englische Text im Falle von Unterschieden zwischen dem englischen und dem deutschen Text Vorrang hat.

Dieses Dokument wurde dem Vertreter, welcher dem Notar nach Familienname, Vorname, Personenstand und Wohnort bekannt ist, vorgelesen. Diese Originalurkunde wurde dann vom Vertreter zusammen mit dem Notar unterzeichnet

Gezeichnet: El Farhane, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 25 février 2016. Relation: 1LAC/2015/6172. Reçu soixante-quinze (75.-) euros

Le Receveur (signé): Carole FRISING.

Für gleichlautende Ausfertigung, ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Memorial C.

Luxemburg, den 2. März 2016.

Référence de publication: 2016075097/720.

(160040285) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2016.

Braingeneering Technologies S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.501,00.

Siège social: L-4362 Esch-sur-Alzette, 9, avenue des Hauts-Fourneaux.

R.C.S. Luxembourg B 204.336.

—
STATUTES

In the year two thousand and sixteen, on the twenty-sixth day of the month of February.

Before Maître Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned;

THERE APPEARED:

1. Mrs. Stephanie Michelle SMITH-ECKHARDT, Business Developer (Developmental and Cellular Biology), residing at Theodor-Heuss-Allee 19, D-54292 Trier, Germany;

2. Mr. Jens Christian SCHWAMBORN, University Professor for Cellular and Developmental Biology, residing at Borweg 20, D-54292 Trier, Germany; and

3. Mrs. Silvia BOLOGNIN, Research Associate (Developmental and Cellular Biology), residing at 19, Avenue du Dix Septembre, L-2551 Luxembourg, Luxembourg;

Such appearing parties have requested the notary to draw up the following articles of incorporation of a private limited liability company (“société à responsabilité limitée”) governed by the relevant laws and the present articles:

Title I. Form - Name - Duration - Registered office - Purpose

Art. 1. Form - Name. There is hereby formed a private limited liability company (“société à responsabilité limitée”) under the name of “Braingeneering Technologies S.à.r.l.” (hereinafter the “Company”) which will be governed by Luxembourg laws, in particular the Law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the “Law”), and by the present articles of association (the “Articles”).

Art. 2. Duration. The Company is established for an unlimited period.

Art. 3. Registered office. The registered office of the Company is established in the City of Esch/Alzette.

It may be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of its shareholders and to any other place in the City of Esch/Alzette by means of a resolution of the board of managers.

Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of managers.

Art. 4. Purpose. The purpose of the Company is to promote, advertise, offer, propose and provide any natural person, private corporate body and any public or private legal entity with among others analysis, drug discovery, preclinical testing outsourcing, reporting services in the biomedical, medical and diseases area and tissue engineering, generation of in vitro models for organs & diseases.

The Company may receive any medical compound or kind of cells, use, rent, purchase and sell any technology or research means culture stem cells as well as undertake any medical or biomedical research which it may regard as useful in the accomplishment and development of its purposes. It may also create, develop, transfer and sell any drug candidates. The Company may enter into, implement, perform any deed, partnership agreement, contract research agreement and any other kind of agreement with natural persons, private corporates and/or any public authorities, entities or universities which are relating to its purpose and/or its activities. The Company may file any notification or application to any public authority in Luxembourg and abroad as well as request and obtain any mandatory allowances and licenses in order to run its business and activities as well as perform its services. The Company may also communicate on its activity and the results of its research as well publish any article in media, online or on any other support. The Company may receive, raise and apply for any public subsidies or private funds necessary for the accomplishment of its purposes.

The purpose of the Company is also the acquisition and holding of interests and/or participations in Luxembourg and/or in foreign undertakings, as well as the administration, development and management of such holdings.

The Company may provide financial assistance to the undertakings forming part of the group of the Company such as the providing of loans and granting of guarantees or securities in any kind or form.

The Company may directly or through subsidiaries, branches and/or offices located in Luxembourg or abroad also create, register, exploit, hold, invest in, promote, transfer, sell, acquire, sub-contract, grant a license or the right to use all or part of intellectual property rights (and among others, but not limited to, software, logos, trademarks, tradenames, copyrights, patents or any other rights deriving from such software, logos, trademarks, tradenames, copyrights, patents) in any way whatsoever and according to the terms and conditions that the Company will consider useful.

The Company may borrow in any kind of form and may privately issue bonds, notes or similar debt instruments.

In a general fashion the Company may carry out any operation which it may regard as useful in the accomplishment and development of its purposes.

Title II. Corporate capital - Corporate units

Art. 5. Corporate capital. The subscribed corporate capital is set at twelve thousand five hundred one Euro (EUR 12,501.-) represented by twelve thousand five hundred one (12,501) corporate units with a par value of one Euro (EUR 1.-) each.

Art. 6. Corporate Units. Each corporate unit is entitled to one vote in ordinary and extraordinary general meetings.

The Company will recognize only one holder per corporate unit; in case a corporate unit is held by more than one person, the Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that corporate unit until one person has been appointed as the sole owner in relation to the Company.

Each corporate unit gives right to one fraction of the assets and profits of the Company in direct proportion to the number of corporate units in existence.

Art. 7. Transfer of corporate units. If the Company has at least two shareholders, the corporate units are freely transferable between the shareholders subject to any potential shareholders' agreement which would have been entered into between the shareholders and the Company as amended, supplemented, adhered to or restated from time to time.

The corporate unit transfer inter vivos to non-shareholders is subject to the consent given in a general meeting of shareholders representing at least three quarters (3/4) of the Company's capital and any potential shareholders' agreement which would have been entered into between the shareholders and the Company as amended, supplemented, adhered to or restated from time to time.

The Company may redeem its own corporate units.

Title III. General Meetings of Shareholders

Art. 8. Power of the General meetings. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify all acts relating to the operations of the Company.

Except as otherwise required by Law, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of those present and voting.

The capital and other provisions of these Articles may, at any time, be changed by the sole shareholder or by a majority of shareholders representing at least three quarters (3/4) of the corporate capital. The shareholders may change the nationality of the Company by a unanimous decision.

If all of the shareholders are present or represented at a meeting of members, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 9. Vote. Each corporate unit entitles to one vote in ordinary and extraordinary general meetings.

The Company will recognise only one holder per unit; in case a unit is held by more than one person, the Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to such unit until one individual/entity has been appointed as the sole owner vis-à-vis the Company.

Art. 10. Sole Shareholder. If the Company has only one shareholder, this sole shareholder exercises all the powers of the general meeting.

The decisions of the sole shareholder which are taken in the scope of the first paragraph are recorded in minutes or drawn-up in writing.

Also, agreements entered into between the sole shareholder and the Company represented by him/her/it are recorded on minutes or drawn-up in writing. Nevertheless, this latter provision is not applicable to current operations entered into under normal conditions.

Title IV. Administration

Art. 11. Board of managers. The Company shall be managed by one or more managers. In case of plurality of managers, they constitute a board of managers. The manager(s) need(s) to not be shareholder(s).

The managers are appointed and removed by the general meeting of shareholders, which determines their powers, compensation and duration of their mandates.

Art. 12. Meetings of the board of managers. The board of managers may choose from among its members a chairman. It may also choose a secretary, who needs not to be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers and of the shareholders.

The board of managers shall meet upon call by the chairman, or two managers, at the registered office of the Company or place indicated in the notice of meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance of the hour set for such a meeting, except in circumstances of emergency in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of the meeting. This notice may be waived by the consent in writing by letter, telefax or email of each manager. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of managers.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by video conference, telephone or by other similar means of communication allowing the identification of such manager and allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. A meeting held by these means of communication shall be deemed to be held at the registered office of the Company in Luxembourg.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing by letter, telefax or email another manager as his proxy.

Votes may also be cast in writing by letter, telefax or email.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers. Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions voted at the managers' meetings.

Art. 13. Minutes of the meetings of the board of managers. The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, by the secretary or by two managers.

Art. 14. Powers of the board of managers.

1. The sole manager or board of managers is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition on behalf of the Company in its interests.

2. All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of managers.

3. Therefore, the board of managers decides upon for instance:

i. the implementation of research projects and entry into non-disclosure agreements, loans, research projects agreements with any individuals, companies, organizations and/or any other legal entities;

ii. the hiring of any employees;

iii. the order of purchases and the entry into any projects, deeds, agreements, transactions which are relevant to, necessary, and/or useful for the development of the Company; as well as

iv. any other matters or decisions that the board of managers may from time to time determine to be "major specific matters"

(all the above agreements, deeds, transactions, commitments, acts or actions listed under the above items (i.) to (iv.) being together referred as the "Major Specific Matters"). Other matters than above and not exceeding ten thousands Euro (EUR 10,000.-) are considered minor matters (the "Minor Matters").

4. The board of managers may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation of the Company for such management and affairs, with prior consent of the general meeting of shareholders and in compliance with the terms and limits determined by this latter, to any manager or managers of the board or to any person or to any committee (the members of which need not to be managers) deliberating under such terms and with such powers as the board of managers shall determine. It may also confer all powers and special mandates to any person who need not to be manager, appoint and dismiss all officers and employees, and fix their emoluments.

Art. 15. Representation. The Company shall be bound towards third parties in all matters (a) by the sole signature of the single manager in the event only one manager was appointed or (b) by in case of plurality of managers, the joint signature of any three managers for Major Specific Matters, or (c) by the joint signature of any two managers for Minor Matters, or (d) by the sole signature of any person to whom the board of managers has delegated special signatory powers.

Art. 16. Liability of the managers. In the execution of their mandate, the managers are not held personally responsible for the obligations of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the correct performance of their duties.

Art. 17. Accounting year. The accounting year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall terminate on the thirty-first December of the same year.

Art. 18. Annual accounts - Interim dividends. The annual accounts are drawn up by the managers as at the end of each fiscal year and will be at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

The annual accounts shall then be submitted to the annual general meeting of shareholders. An annual general meeting of shareholders approving the annual accounts shall be held annually within six (6) months after the closing of the accounting year at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the notice of the meeting.

Out of the annual net profits of the Company, five percent (5%) shall be placed into the legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when the reserve amounts to ten percent (10%) of the share capital of the Company.

The general meeting of shareholders, upon recommendation of the managers, will determine how the annual net profits will be disposed of.

Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

1. Interim accounts are established by the managers,
2. These accounts show a profit including profits carried forward,
3. The decision to pay interim dividends is taken by an extraordinary general meeting of the shareholders,
4. The payment is made once the Company has obtained the assurance that the rights of the creditors of the Company are not threatened.

Title V. Winding up - Liquidation

Art. 19. Winding up - Liquidation. In the event of dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

Art. 20. Miscellaneous. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the Law.

Transitory disposition

The first accounting year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on the 31st December 2016.

Subscription and payment

The articles of the Company having thus been established, the twelve thousand five hundred and one (12,501) shares have been subscribed and fully paid-up as follows by the appearing parties:

1) Mrs. Stéphanie Michelle SMITH-ECKHARDT, prenamed, four thousand one hundred sixty-seven shares,	4,167
2) Mr. Jens Christian SCHWAMBORN, prenamed, four thousand one hundred sixty-seven shares,	4,167
3) Mrs. Silvia BOLOGNIN, prenamed, four thousand one hundred sixty-seven shares;	4,167
Total: twelve thousand five hundred and one shares,	12,501

The corporate units of the Company have been fully paid-up by the subscribers in an amount of twelve thousand five hundred and one Euros (EUR 12,501.-), proof of which payment having been given to the undersigned notary, so that the amount of twelve thousand five hundred and one Euros (EUR 12,501.-) is as of now at the free disposal of the Company as has been certified to the undersigned notary.

Statement

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in article 183 of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended, and expressly states that they have been fulfilled.

Extraordinary general meeting of the shareholders

The above named persons as shareholders of the Company, representing the entire subscribed capital and considering themselves as fully convened, have immediately after the incorporation of the Company proceeded to an extraordinary general meeting.

Having first verified that it was regularly constituted, the extraordinary general meeting of Shareholders has passed the following resolutions by unanimous vote:

1. The number of managers is fixed at three (3).
2. The following persons are appointed managers for an unlimited duration:
 - a) Mrs. Stephanie Michelle SMITH-ECKHARDT, Business Developer (Developmental and Cellular Biology), residing at Theodor-Heuss-Allee 19, D-54292 Trier, Germany;

b) Mr. Jens Christian SCHWAMBORN, University Professor for Cellular and Developmental Biology, residing at Borweg 20, D-54292 Trier, Germany;

c) Mrs. Silvia BOLOGNIN, Research Associate (Developmental and Cellular Biology), residing at 19, Avenue du Dix Septembre, L-2551 Luxembourg, Luxembourg.

3. The registered office of the Company is at 9, avenue des Hauts-Fourneaux, L-4362 Esch-sur-Alzette.

Costs

The amount, costs, expenses, salaries or charges, in whatever form it may be incurred or charged to the Company as a result of its formation, is evaluated at approximately one thousand Euro (EUR 1,000.-).

Statement

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read in the language of the persons appearing, all of whom are known to the notary by their surnames, names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with Us, the notary, the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille seize, le vingt-sixième jour du mois de février.

Par devant Nous, Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand- Duché de Luxembourg).

ONT COMPARU:

1. Madame Stephanie Michelle SMITH-ECKHARDT, Business Developer (Biologie du développement et biologie cellulaire), domiciliée au 19, Theodor-Heuss-Allee 19, D- 54292 Trèves, Allemagne;

2. Monsieur Jens Christian SCHWAMBORN, Professeur d'Université en Biologie du développement et biologie cellulaire, domicilié au 20, Borweg, D-54292 Trèves, Allemagne; et

3. Madame Silvia BOLOGNIN, Chargée de recherches (Biologie du développement et biologie cellulaire), domiciliée au 19, Avenue du Dix Septembre, L-2551 Luxembourg, Luxembourg.

Lesquels comparants ont requis le notaire d'arrêter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée régie par les lois y relatives et les présents statuts:

Titre I^{er} . Forme - Dénomination - Durée - Siège - Objet

Art. 1^{er} . Forme - Dénomination sociale. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous le nom de «Braingeneering Technologies S.à.r.l.» (ci-après la «Société») laquelle sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée (la «Loi») ainsi que par les présents statuts (les «Statuts»).

Art. 2. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 3. Siège social. Le siège social de la Société est établi dans la ville d'Esch-sur-Alzette.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale des associés et en toute autre lieu de la ville d'Esch-sur- Alzette en vertu d'une décision du conseil de gérance.

Il pourra être créé, par décision du conseil de gérance, des succursales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg ainsi qu'à l'étranger.

Art. 4. Objet social. L'objectif de la Société est de promouvoir, offrir, proposer et fournir à toute personne physique, organisme privé, entreprise publique ou privée, entre autres choses, des analyses, des découvertes de médicaments, de la sous-traitance d'essais précliniques, des services de reporting dans les domaines biomédical, médical et des maladies, de l'ingénierie tissulaire et de la génération de modèles in vitro pour les organes et les maladies.

La Société peut recevoir tout composé médical ou type de cellules, utiliser, louer, acheter ou vendre toute technologie ou méthode de recherche de culture de cellules souches ainsi qu'entreprendre toute recherche médicale ou biomédicale qu'elle pourra considérer comme utile dans la réalisation et le développement de ses objectifs. Elle peut également créer, développer, transférer et vendre des candidats-médicaments La Société peut conclure, mettre en oeuvre, effectuer tout acte, accord de partenariat, un accord de recherche sous contrat et tout autre type d'accord avec des personnes physiques, des sociétés privées et / ou des autorités publiques, des entités ou des universités en lien avec son objet et / ou son activité. La Société peut déposer toute notification ou demande auprès de toute autorité publique à Luxembourg et à l'étranger ainsi que demander et obtenir toutes les autorisations obligatoires et licences afin d'opérer ses activités et proposer ses services. La Société peut également communiquer sur son activité et les résultats de ses recherches ainsi que publier tout article dans

les médias, en ligne ou sur tout autre support. La Société peut recevoir, recueillir et demander des subventions publiques ou des fonds privés nécessaires à la réalisation de ses objectifs.

L'objet de la Société est également l'acquisition et la détention de participations au Luxembourg et / ou dans des entreprises étrangères ainsi que l'administration, le développement et la gestion de ces participations.

La Société peut fournir des aides financières aux entreprises appartenant au même groupe qu'elle, telles que l'octroi de prêts et la mise à disposition de garanties ou de titres de quelque forme qu'ils soient.

La Société peut, directement ou au travers de filiales, succursales et / ou bureaux situés au Luxembourg ou à l'étranger, également créer, enregistrer, exploiter, détenir et investir dans la promotion, le transfert, la vente, l'acquisition, la sous-traitance, accorder une licence ou le droit d'utiliser tout ou partie des droits de propriété intellectuelle (entre autres, mais sans s'y limiter, les logiciels, logos, marques, noms commerciaux, droits d'auteur, brevets ou autres droits découlant de ces logiciels, logos, marques, noms commerciaux, droits d'auteur, brevets) de quelque manière que ce soit et selon les termes et aux conditions que la Société jugera utiles.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit et pourra procéder à une émission privée d'obligations ou titres de créance similaires.

D'une manière générale, la Société peut effectuer toute opération qu'elle considérera comme utile à la réalisation et au développement de ses objectifs.

Titre II. Capital social - Parts sociales

Art. 5. Capital social. Le capital social souscrit est fixé à douze mille cinq cent un Euros (12.501.- EUR) représenté par douze mille cinq cent une (12.501) parts sociales d'une valeur nominale d'un Euro (1.- EUR) chacune.

Art. 6. Parts sociales. Chaque part donne droit à une voix dans les assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

La Société reconnaît une seule personne par part; si une part est détenue par plus d'une personne, la Société a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à cette part jusqu'à ce qu'une personne ait été désignée comme en étant le seul propriétaire vis-à-vis de la Société.

Chaque part sociale donne droit à une fraction de l'actif social et des bénéfices de la Société proportionnelle au nombre des parts existantes.

Art. 7. Cession des Parts sociales. Si la Société compte au moins deux associés, les parts sociales sont librement cessibles entre associés sous réserve de tout pacte d'associés potentiel qui aurait été conclu entre les associés et la Société tel que modifié, complété ou mis à jour périodiquement.

Le transfert de parts sociales entre vifs à des non-associés est soumis à l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital social et à tout pacte d'associés potentiel qui aurait été conclu entre les associés et la Société tel que modifié, complété ou mis à jour périodiquement.

La Société peut racheter ses propres parts sociales.

Titre III. Assemblée générale des associés

Art. 8. Pouvoirs de l'Assemblée Générale. Toute assemblée générale des associés de la Société régulièrement constituée représente l'ensemble des associés de la Société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour exécuter ou ratifier tous actes relatifs aux opérations de la Société.

Sauf stipulation contraire contenue dans la Loi, les décisions de l'assemblée générale des associés dûment convoquée seront prises à la majorité simple des présents et votants.

Le capital et d'autres dispositions des présents Statuts peuvent, à tout moment, être changés par l'associé unique ou par la majorité des associés représentant au moins trois quarts (3/4) du capital social. Les associés peuvent changer la nationalité de la Société par une décision unanime.

Si tous les associés sont présents ou représentés et s'ils confirment qu'ils ont été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée générale peut être tenue sans convocation ou publication préalable.

Art. 9. Vote. Chaque part sociale donne droit à une voix lors de l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire.

La Société ne reconnaît qu'un titulaire par part sociale; lorsqu'une part sociale sera détenue par plus d'une personne, la Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à cette part jusqu'à ce qu'une personne/entité ait été désignée comme le seul propriétaire vis-à-vis de la Société.

Art. 10. Associé unique. Si la Société n'a qu'un seul associé, cet associé unique exerce tous les pouvoirs attribués à l'assemblée générale.

Les décisions de l'associé unique prises dans le cadre du premier paragraphe sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

De même, les contrats conclus entre l'associé unique et la Société représentée par lui sont enregistrés dans un procès-verbal ou établis par écrit. Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans des conditions normales.

Titre IV. Administration

Art. 11. Conseil de gérance. La Société sera gérée par un ou plusieurs gérants. En cas de pluralité de gérants, ils constituent un conseil de gérance. Le(s) gérant(s) n'a/n'ont pas besoin d'être des associés.

Le(s) gérant(s) est/sont désigné(s) par l'assemblée générale des associés. Les gérants sont nommés et révoqués, par l'assemblée générale des associés qui détermine leurs pouvoirs, rémunérations et durée des mandats.

Art. 12. Réunions du conseil de gérance. Le conseil de gérance pourra choisir parmi ses membres un président. Il pourra également choisir un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être gérant, et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance et des assemblées d'associés.

Le conseil de gérance se réunira sur convocation du président ou de deux gérants, au lieu indiqué dans la convocation.

Une convocation écrite de toute réunion du conseil de gérance doit être adressée à tous les gérants au moins vingt-quatre (24) heures avant l'heure fixée pour la réunion, excepté en cas d'urgence pour lequel la nature des circonstances d'urgence doit être mentionnée dans la convocation. Cette convocation peut être écartée par l'accord écrit par lettre, télécopie ou email de chaque gérant. Des convocations séparées ne sont pas requises pour des réunions individuelles tenues à des lieux et heures prescrites dans un programme préalablement adopté par une résolution du conseil de gérance.

Tout gérant pourra prendre part à une réunion du conseil de gérance par vidéo conférence, téléphone ou autre moyen de communication similaire permettant l'identification de ce gérant et permettant à toutes les personnes participant à la réunion de s'entendre et de se parler. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à la participation en personne à une telle réunion. Une réunion tenue par le biais de ces moyens de communication sera réputée avoir été tenue au siège social de la Société au Luxembourg.

Tout gérant pourra prendre part à une réunion du conseil de gérance en nommant en tant que mandataire un autre gérant par écrit ou par télégramme, télex, télécopie ou email.

Les votes pourront être également effectués par écrit par lettre, télécopie ou email.

Le conseil de gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins une majorité des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance. Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à cette réunion.

Les résolutions prises par écrit avec l'approbation et la signature de tous les gérants ont le même effet que des résolutions votées en réunions des gérants.

Art. 13. Procès-verbaux des réunions du conseil de gérance. Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance seront signés par le président ou, en son absence, par le président pro tempore qui a présidé une telle réunion.

Les copies ou extraits de tels procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou à toute autre occasion seront signés par le président, le secrétaire ou par deux gérants.

Art. 14. Pouvoirs du conseil de gérance.

1. Le conseil de gérance ou le gérant unique a les pouvoirs les plus étendus pour exécuter tout acte d'administration et de disposition pour le compte de la Société et dans l'intérêt de celle-ci.

2. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les présents Statuts à l'assemblée générale des associés sont de la compétence du conseil de gérance.

3. En conséquence, le conseil de gérance pourra décider par exemple:

i. de la mise en oeuvre de projets de recherche et la conclusion d'accords de confidentialité, de contrats de prêt, de projets d'accords de recherche avec des particuliers, des entreprises, des organisations et / ou d'autres personnes morales;

ii. de l'embauche de tout employé;

iii. des ordres d'achat et de la conclusion de tout projet, acte, accord et transaction qui sont pertinents, nécessaire et / ou utiles pour le développement de la Société;

iv. de toute autre question ou décision que le conseil de gérance pourra périodiquement qualifier comme relevant des «questions d'intérêt majeur» (tous les accords, les actes, les transactions, les engagements ou actions susmentionnés et énumérés dans les points (i.) à (iv.) ci-dessus sont conjointement désignés comme étant des «Questions d'Intérêt Majeur»). Les matières autres que celles listées ci-dessus et ne dépassant pas dix mille euros (10.000,- EUR) sont considérées comme étant des questions mineures (les «Questions d'Intérêt Mineur»).

4. Le conseil de gérance peut déléguer ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière des affaires de la Société et la représentation de la Société pour une telle gestion, avec le consentement préalable de l'assemblée générale des associés et dans le respect des conditions et limites déterminées par cette dernière, à un ou plusieurs gérants du conseil de gérance ou à toute personne ou à tout comité (dont les membres n'ont pas à être gérants) délibérant aux conditions et en vertu des pouvoirs que le conseil de gérance déterminera. Il pourra également conférer tous pouvoirs et mandats spéciaux à toute personne qui n'a pas besoin d'être gérant, nommer et révoquer tous les dirigeants et employés, et fixer leur rémunération.

Art. 15. Représentation. Vis-à-vis des tiers la Société est valablement engagée dans toutes les matières par (a) la signature unique du gérant unique dans l'éventualité où un seul gérant a été nommé ou (b) en cas de pluralité de gérants, la signature conjointe des trois gérants pour les Questions d'Intérêt Majeur, ou (c) par la signature conjointe de deux gérants pour les

Questions d'Intérêt Mineur ou (d) par la signature unique de toute personne à qui un pouvoir de signature spécial a été délégué par le conseil de gérance.

Art. 16. Responsabilité des gérants. Dans l'exécution de leur mandat, les gérants ne sont pas responsables personnellement des engagements de la Société. En tant que mandataires de la Société, ils sont responsables de l'exercice correct de leurs obligations.

Art. 17. Exercice social. L'exercice social commencera le premier janvier chaque année et se terminera le trente-et- un décembre de la même année.

Art. 18. Comptes annuels - Dividendes intérimaires. A la fin de chaque exercice, le conseil de gérance prépare les comptes annuels qui sont à la disposition des associés au siège social de la Société.

Les comptes annuels seront ensuite soumis à l'assemblée générale annuelle des associés. Une assemblée générale annuelle des associés se réunira une fois par an pour l'approbation des comptes annuels, elle se tiendra dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social au siège social de la Société ou en tout autre lieu à spécifier dans la convocation de cette l'assemblée.

Un montant égal à cinq pour cent (5%) des bénéfices nets de la Société est affecté à la réserve légale. Cette déduction cesse d'être obligatoire lorsque cette réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

L'assemblée générale des associés, sur recommandation du conseil de gérance, déterminera l'affectation des bénéfices nets annuels.

Des dividendes intérimaires pourront être distribués, à tout moment, moyennant le respect des conditions suivantes:

1. des comptes intérimaires sont établis par le conseil de gérance,
2. ces comptes font apparaître un bénéfice y inclus les bénéfices reportés,
3. la décision de verser des dividendes intérimaires est prise par une assemblée générale extraordinaire des associés,
4. le paiement est effectué lorsque la Société a obtenu l'assurance que les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés.

Titre V. Dissolution - Liquidation

Art. 19. Dissolution - Liquidation. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales) nommés par assemblée générale des associés décidant de la dissolution et fixant les pouvoirs et la rémunération des liquidateurs.

Art. 20. Divers. Tout ce qui n'est pas expressément réglementé par les présents Statuts sera déterminé en concordance avec la Loi.

Disposition transitoire

Le premier exercice sociale comme le jour de la constitution de la Société et se termine le 31 décembre 2016.

Souscription - Libération

Les Statuts ayant ainsi été arrêtés, les douze mille cinq cent une (12.501) parts sociales ont été souscrites comme suit:

1) Madame Stéphanie Michelle SMITH-ECKHARDT, préqualifiée,	4.167
quatre mille cent soixante-sept parts sociales,	4.167
2) Monsieur Jens Christian SCHWAMBORN, préqualifié,	4.167
quatre mille cent soixante-sept parts sociales,	4.167
3) Madame Silvia BOLOGNIN, préqualifiée,	4.167
quatre mille cent soixante-sept parts sociales,	4.167
Total: douze mille cinq cent une parts sociales,	12.501

L'intégralité des parts sociales a été souscrite par les souscripteurs pour un montant de douze mille cinq cent un euros (12.501.- EUR), dont la preuve de paiement a été donnée au notaire instrumentant, de sorte que le montant de douze mille cinq cent un euros (12.501.- EUR) se trouve dès maintenant à la libre disposition de la Société ce dont il a été justifié au notaire instrumentant.

Déclaration

Le notaire instrumentaire déclare par les présentes avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 183 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, et en confirme expressément l'accomplissement.

Assemblée générale extraordinaire des associés

Les personnes susmentionnées en leur qualité d'associés de la Société, représentant la totalité du capital social souscrit et se considérant comme tels dûment convoqués, ont immédiatement après la constitution de la Société procédé à la tenue d'une assemblée générale extraordinaire.

Après avoir vérifié qu'elle était régulièrement constituée, l'assemblée générale extraordinaire des associés a pris les résolutions suivantes à l'unanimité:

1. Le nombre de gérants est fixé à trois (3).
2. Les personnes suivantes sont nommées gérants pour une durée illimitée:
 - a) Madame Stephanie Michelle SMITH-ECKHARDT, Business Developer (Biologie du développement et biologie cellulaire), domiciliée au 19, Theodor-Heuss-Allee 19, D- 54292 Trèves, Allemagne;
 - b) Monsieur Jens Christian SCHWAMBORN, Professeur d'Université en Biologie du développement et biologie cellulaire, domicilié au 20, Borweg, D-54292 Trèves, Allemagne;
 - c) Madame Silvia BOLOGNIN, Chargée de recherches (Biologie du développement et biologie cellulaire), domiciliée au 19, Avenue du Dix Septembre, L-2551 Luxembourg, Luxembourg.
3. Le siège social de la Société est fixé au 9, avenue des Hauts-Fourneaux, L-4362 Esch-sur-Alzette.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit incombant à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison des présentes s'élèvent approximativement à la somme de mille euros (1.000.-EUR).

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête du mandataire des comparantes, le présent acte est établi en anglais, suivi d'une version française. A la requête de ce même mandataire et en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, connus du notaire instrumentant par noms, prénoms, états civils et demeures, ils ont signé avec Nous, le notaire, la présente minute.

Signé: S. M. SMITH-ECKHARDT, J. C. SCHWAMBORN, S. BOLOGNIN, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 1 mars 2016. 2LAC/2016/4434. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 3 mars 2016.

Référence de publication: 2016075149/448.

(160039694) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2016.

KCS International Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 280.019.998,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 202.677.

In the year two thousand and fifteen on the ninth day of December.

Before Us Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Caymex transportation, inc., a corporation duly incorporated and validly existing under the laws of the State of Delaware, having its registered office at The Corporation Trust Company, 1209 Orange Street, Wilmington, DE 19801, United States of America, registered with the Secretary of State of the State of Delaware, under corporate file number 2752463 ("Caym07ex"),

here represented by Régis Galiotto, notary clerk, with professional address at 101 rue Cents, L-1319 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on December 7, 2015, and

KCS Investment I, Ltd., a corporation duly incorporated and validly existing under the laws of the State of Delaware, having its registered office at The Corporation Trust Company, 1209 Orange Street, Wilmington, DE 19801, United States of America, registered with the Secretary of State of the State of Delaware, under corporate file number 3829049 ("KCSI"), here represented by Régis Galiotto, notary clerk, with professional address at 101 rue Cents, L-1319 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on December 7, 2015.

Said proxies signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing persons and the undersigned notary will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing persons, represented by their proxyholder, have requested the notary to act the following:

I. Caymex and KCSI, aforementioned, are currently the shareholders (the "Shareholders") of KCS International Holdings S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), duly incorporated and validly existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered address at 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg,

Grand Duchy of Luxembourg, incorporated by a deed executed by Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on November 25, 2015, not yet published in the “Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations”, in process of registration with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) (the “Company”).

II. The Company’s share capital is set at twenty thousand US Dollars (USD 20,000) represented by eighteen thousand nine hundred fifty-three (18,953) class A shares having a nominal value of one US Dollar (USD 1) each and one thousand forty-seven (1,047) class B shares having a nominal value of one US Dollar (USD 1) each.

III. Caymex currently holds one hundred twelve million six hundred eighty thousand six hundred forty-five (112,680,645) ordinary nominative Series A shares having a nominal value of one Mexican Peso (MXN 1) each (the “Series A Shares”) in Kansas City Southern International Investments S.A., a public limited liability company validly existing under the laws of the United Mexican States and of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at Mexico City, Federal District, United Mexican States, registered in the Public Registry of Commerce (Registro Público de Comercio) of Mexico City in the electronic commerce file 487071-1 on January 30, 2013, and having its place of effective management/central administration at 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Company Register (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) under number B 175.499 (“KCS2”) and twelve million five hundred twenty thousand seventy-two (12,520,072) limited voting, ordinary, nominative, Series L shares having a nominal value of one Mexican Peso (MXN 1) each (the “Series L Shares”) in KCS2.

IV. KCSI currently also holds six million two hundred twenty-four thousand six hundred ninety-seven (6,224,697) Series A Shares and six hundred ninety-one thousand six hundred thirty-two (691,632) Series L Shares of KCS2.

V. The agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Waiver of convening notices;

2. Consider the increase of the share capital of the Company by an amount of two hundred seventy nine million nine hundred ninety nine thousand nine hundred ninety eight US Dollars (USD 279,999,998) so as to increase it from its current amount of twenty thousand US Dollars (USD 20,000) to an amount of two hundred eighty million nineteen thousand nine hundred ninety eight US Dollars (USD 280,019,998) by the issuance of (i) two hundred sixty five million three hundred forty one thousand nine hundred ninety seven (265,341,997) class A shares with a nominal value of one US Dollar (USD 1) each, to be subscribed by Caymex subject to the payment of a class A share premium amounting to two billion three hundred eighty eight million seventy seven thousand nine hundred sixty eight US Dollars (USD 2,388,077,968), to be allocated to the class A share premium account of the Company (the “New Shares A”) and (ii) fourteen million six hundred fifty eight thousand one (14,658,001) class B shares with a nominal value of one US Dollar (USD 1) each, to be subscribed by KCSI subject to the payment of a class B share premium amounting to one hundred thirty one million nine hundred twenty two thousand thirteen US Dollars (USD 131,922,013), to be allocated to the class B share premium account of the Company, (the “New Shares B” and together with the New Shares A, the “New Shares”);

3. Consider the subscription by:

a. Caymex Transportation, Inc., a corporation duly incorporated and validly existing under the laws of the State of Delaware, having its registered office at The Corporation Trust Company, 1209 Orange Street, Wilmington, DE 19801, United States of America, registered with the Secretary of State of the State of Delaware, under corporate file number 2752463 (“Caymex”) and full payment by contribution in kind (collectively referred as the “Caymex Contribution”) consisting in (i) one hundred twelve million six hundred eighty thousand six hundred forty-five (112,680,645) ordinary nominative Series A shares having a nominal value of one Mexican Peso (MXN 1) each (the “Series A Shares”) of Kansas City Southern International Investments S.A., a public limited liability company validly existing under the laws of the United Mexican States and of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at Mexico City, Federal District, United Mexican States, registered in the Public Registry of Commerce (Registro Público de Comercio) of Mexico City in the electronic commerce file 487071-1 on January 30, 2013, and having its place of effective management/central administration at 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Company Register (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) under number B 175.499 (“KCS2”), and (ii) the twelve million five hundred twenty thousand seventy-two (12,520,072) limited voting, ordinary, nominative, Series L shares of KCS2, having a nominal value of one Mexican Peso (MXN 1) each (the “Series L Shares”);

b. KCS Investment I, Ltd., a corporation duly incorporated and validly existing under the laws of the State of Delaware, having its registered office at The Corporation Trust Company, 1209 Orange Street, Wilmington, DE 19801, United States of America, registered with the Secretary of State of the State of Delaware, under corporate file number 3829049 (“KCSI”), and full payment by contribution in kind consisting in (i) six million two hundred twenty-four thousand six hundred ninety-six (6,224,696) Series A Shares, and (ii) six hundred ninety-one thousand six hundred thirty-two (691,632) Series L Shares of KCS2 (collectively referred as the “KCSI Contribution” and together with the Caymex Contribution as the “Contributions”).

4. Consider the valuation method used for determining the value of the Contributions;

5. Consider the new composition of the shareholding of the Company;
 6. Consider the subsequent amendment of the first paragraph of Article 6.1 of the articles of association of the Company pursuant to the above resolutions; and
 7. Miscellaneous.
- VI. The Shareholders take the following resolutions:

First resolution

The Shareholders resolve to waive their right to the prior notice of the current meeting; the Shareholders acknowledge being sufficiently informed on the agenda and consider being validly convened and therefore agree to deliberate and vote upon all the items of the agenda. It is resolved further that all the documentation produced to the meeting has been put at the disposal of the Shareholders within a sufficient period of time in order to allow them to examine carefully each document.

Second resolution

The Shareholders resolve to increase the Company's share capital by an amount of two hundred seventy nine million nine hundred ninety nine thousand nine hundred ninety eight US Dollars (USD 279,999,998) so as to raise it from its present amount of twenty thousand US Dollars (USD 20,000) to two hundred eighty million nineteen thousand nine hundred ninety eight US Dollars (USD 280,019,998) by the issuance of (i) the New Shares A to be subscribed by Caymex subject to the payment of a class A share premium amounting to two billion three hundred eighty eight million seventy seven thousand nine hundred sixty eight US Dollars (USD 2,388,077,968), to be allocated to the class A share premium account of the Company, and (ii) the New Shares B to be subscribed by KCSI subject to the payment of a class B share premium amounting to one hundred thirty one million nine hundred twenty two thousand thirteen US Dollars (USD 131,922,013), to be allocated to the class B share premium account of the Company.

Third resolution

Intervention - Subscription - Payment

Caymex through its proxyholder declares to subscribe to all the New Shares A, including a class A share premium amounting to two billion three hundred eighty eight million seventy seven thousand nine hundred sixty eight US Dollars (USD 2,388,077,968), the whole to be fully paid up by means of a contribution in kind in an aggregate amount of two billion six hundred fifty three million four hundred nineteen thousand nine hundred sixty five US Dollars (USD 2,653,419,965) consisting in the Caymex Contribution.

KCSI through its proxyholder declares to subscribe to all the New Shares B, including a class B share premium amounting to one hundred thirty one million nine hundred twenty two thousand thirteen US Dollars (USD 131,922,013), the whole to be fully paid up by means of a contribution in kind in an aggregate amount of one hundred forty six million five hundred eighty thousand fourteen US Dollars (USD 146,580,014) consisting in the KCSI Contribution.

As a consequence, the shareholding of the Company will be as follows:

- Two hundred sixty five million three hundred sixty thousand nine hundred fifty (265,360,950) class A shares held by Caymex
- Fourteen million six hundred fifty nine thousand forty eight (14,659,048) class B shares held by KCSI

Valuation

The Caymex Contribution is valued at two billion six hundred fifty three million four hundred nineteen thousand nine hundred sixty five US Dollars (USD 2,653,419,965), such valuation has been determined by Caymex by way of a declaration of value (the "Caymex Declaration of Value"), with effective date on December 9, 2015 (the "Effective Date") and accepted by the managers of the Company by way of a valuation statement executed by all the managers of the Company dated as of the Effective Date (the "Valuation Statement").

The KCSI Contribution is valued at one hundred forty six million five hundred eighty thousand fourteen US Dollars (USD 146,580,014), such valuation has been determined by KCSI by way of a declaration of value (the "KCSI Declaration of Value"), with effect as at the Effective Date and accepted by the managers of the Company by way of the Valuation Statement.

Evidence of the contributions' existence

Evidence of the KCSI Contribution and Caymex Contribution and of their value has been given to the undersigned notary by the copy of the following documents:

- the Caymex Declaration of Value;
- the KCSI Declaration of Value;
- the Valuation Statement.

shall remain attached to the present deed to be submitted with it to the formality of registration.

Effective implementation of the contributions

Caymex, through its proxyholder, declares that:

- Caymex is the beneficial owner of the Caymex Contribution and has the power to dispose of it, it being legally and conventionally freely transferable;
 - the Caymex Contribution is effective as of today without restriction, proof thereof having been given to the undersigned notary;
 - all further formalities are in course in the country of location of the Caymex Contribution in order to duly carry out and formalize the transfer and to render it effective anywhere and toward any third party.
- KCSI, through its proxyholder, declares that:
- KCSI is the beneficial owner of the KCSI Contribution and has the power to dispose of it, it being legally and conventionally transferable and all formalities and agreements necessary having been done and obtained;
 - the KCSI Contribution is effective as of today without restriction, proof thereof having been given to the undersigned notary;
 - all further formalities are in course in the country of location of the KCSI Contribution in order to duly carry out and formalize the transfer and to render it effective anywhere and toward any third party.

Fourth resolution

Further to the above increase of capital, the Shareholders resolve to amend the first paragraph of Article 6.1 of the articles of association of the Company, which shall henceforth read as follows, the rest of Article 6.1 remaining unchanged:

“ **Art. 6.1.** The share capital of the Company amounts to two hundred eighty million nineteen thousand nine hundred ninety eight US Dollars (USD 280,019,998) represented by (i) two hundred sixty five million three hundred sixty thousand nine hundred fifty (265,360,950) class A shares, with a par value of one US Dollar (USD 1) each (the “Class A Shares”) and (ii) fourteen million six hundred fifty nine thousand forty eight (14,659,048) class B shares, with a par value of one US Dollar (USD 1) each (the “Class B Shares”), all fully subscribed and entirely paid up.

For the sake of clarity, “shares” in the present Articles shall include Class A Shares and Class B Shares.”

There being no further business, the meeting is terminated.

Costs

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which will be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately seven thousand Euros (EUR 7,000.-).

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, he signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L’an deux mille quinze, le neuf décembre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

ONT COMPARU:

Caymex Transportation, Inc., une société dûment constituée et valablement existante sous le droit de l’Etat du Delaware, ayant son siège social à The Corporation Trust Company, 1209 Orange Street, Wilmington, DE 19801, Etats-Unis d’Amérique, enregistrée auprès du Secrétaire d’Etat de l’Etat du Delaware, sous le numéro 2752463 («Caymex»),

ici représentée par Régis Galiotto, clerc de notaire, avec adresse professionnelle au 101 rue Cents, L-1319 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d’une procuration donnée le 7 décembre 2015, et

KCS Investment I, Ltd., une société dûment constituée et valablement existante sous le droit de l’Etat du Delaware, ayant son siège social à The Corporation Trust Company, 1209 Orange Street, Wilmington, DE 19801, Etats-Unis d’Amérique, enregistrée auprès du Secrétaire d’Etat de l’Etat du Delaware, sous le numéro 3829049 («KCSI»),

ici représentée par Régis Galiotto, clerc de notaire, avec adresse professionnelle au 101 rue Cents, L-1319 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d’une procuration donnée le 7 décembre 2015.

Lesquelles procurations, après avoir été signées «ne varietur» par le mandataire des parties comparantes et le notaire instrumentaire, resteront annexées au présent acte pour être enregistrées avec lui auprès des autorités d’enregistrement.

Lesquelles comparantes, représentées par leur mandataire, ont requis le notaire instrumentaire d’acter que:

I. Caymex et KCSI, susmentionnées, sont actuellement les associés (les «Associés») de KCS INTERNATIONAL HOLDINGS S.À R.L., une société à responsabilité limitée dûment constituée et valablement existante selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, constituée aux termes d’un acte reçu par Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 25 novembre 2015, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, en cours d’immatriculation auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (la «Société»).

II. Le capital social de la Société est fixé à vingt mille Dollars Américains (20.000 USD) représenté par dix-huit mille neuf cent cinquante-trois (18.953) parts sociales de classe A, d'une valeur nominale d'un Dollar Américain (1 USD) chacune et mille quarante-sept (1,047) parts sociales de classe B, d'une valeur nominale d'un Dollar Américain (1 USD) chacune.

III. Caymex détient actuellement cent douze millions six cent quatre-vingt mille six cent quarante-cinq (112.680.645) actions nominatives ordinaires de série A ayant une valeur nominale d'un peso mexicain (1 MXN) chacune (les «Actions de Série A») de Kansas City Southern International Investments S.A., une société anonyme valablement existante sous le droit des Etats-Unis du Mexique et le droit du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à Mexico, District Fédéral, Etats-Unis du Mexique, immatriculée auprès du Registre Public de Commerce (Registro Público de Comercio) de Mexico au numéro de dossier électronique 487071-1 le 30 janvier 2013, et ayant son siège effectif de gestion / administration centrale au 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 175.499 («KCS2») et douze millions cinq cent vingt mille soixante-douze (12.520.072) actions nominatives, ordinaires, à droit de vote limité de série L, ayant une valeur nominale d'un peso mexicain (1 MXN) chacune (les «Actions de Série L») de KCS2.

IV. KCSI détient actuellement six millions deux cent vingt-quatre mille six cent quatre-vingt-dix-sept (6.224.697) Actions de Série A et six cent quatre-vingt-onze mille six cent trente-deux (691.632) Actions de Série L de KCS2.

V. L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Renonciation au droit de notification;

2. Considérer l'augmentation du capital social de la Société à concurrence d'un montant de deux cent soixante-dix-neuf millions neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf-cent-quatre-vingt-dix-huit Dollars Américains (279.999.998 USD) afin de le porter de son montant actuel de vingt mille Dollars Américains (20.000 USD) à un montant de deux cent quatre-vingt millions dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-huit Dollars Américains (280.019.998 USD) par l'émission de (i) deux cent soixante-cinq millions trois cent quarante et un mille neuf cent quatre-vingt-dix-sept (265.341.997) parts sociales de classe A ayant une valeur nominale d'un Dollar Américain (1 USD) chacune, souscrites par Caymex sous réserve du paiement d'une prime d'émission de classe A d'un montant de deux milliards trois cent quatre-vingt-huit millions soixante-dix-sept mille neuf cent soixante-huit Dollars Américains (2.388.077.968 USD), allouée au compte de prime d'émission de classe A de la Société (les «Nouvelles Parts Sociales A») and (ii) quatorze millions six cent cinquante-huit mille une (14.658.001) parts sociales de classe B ayant une valeur nominale d'un Dollar Américain (1 USD) chacune, souscrites par KCSI sous réserve du paiement d'une prime d'émission de classe B d'un montant de cent trente et un millions neuf cent vingt-deux mille treize Dollars Américains (131.922.013 USD), allouée au compte de prime d'émission de classe B de la Société, (les «Nouvelles Parts Sociales B») et ensemble avec les Parts Sociales A, les «Nouvelles Parts Sociales»);

3. Considérer la souscription par:

a. Caymex Transportation, Inc., une société valablement constituée et existante sous le droit de l'Etat du Delaware, ayant son siège social à The Corporation Trust Company, 1209 Orange Street, Wilmington, DE 19801, Etats-Unis d'Amérique, enregistrée auprès du Secrétaire d'Etat de l'Etat du Delaware, sous le numéro 2752463 («Caymex») et le paiement intégral par apport en nature (désigné collectivement comme l'«Apport Caymex») consistant en (i) cent douze millions six cent quatre-vingt mille six cent quarante-cinq (112.680.645) actions nominatives ordinaires de série A ayant une valeur nominale d'un peso mexicain (1 MXN) chacune (les «Actions de Série A») de Kansas City Southern International Investments S.A., une société anonyme valablement existante sous les lois des Etats-Unis du Mexique et du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à Mexico, District Fédéral, Etats-Unis du Mexique, immatriculée auprès du Registre Public de Commerce (Registro Público de Comercio) de Mexico au numéro de dossier électronique 487071-1 le 30 janvier 2013, et ayant son siège effectif de gestion / administration centrale au 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 175.499 («KCS2»), et (ii) douze millions cinq cent vingt mille soixante-douze (12.520.072) actions nominatives, ordinaires, à droit de vote limité de série L de KCS2, ayant une valeur nominale d'un peso mexicain (1 MXN) chacune (les «Actions de Série L»);

b. KCS Investment I, LTD., une société valablement constituée et existante sous le droit de l'Etat du Delaware, ayant son siège social à The Corporation Trust Company, 1209 Orange Street, Wilmington, DE 19801, Etats-Unis d'Amérique, enregistrée auprès du Secrétaire d'Etat de l'Etat du Delaware sous le numéro 3829049 («KCSI»), et le paiement intégral par apport en nature consistant en (i) six millions deux cent vingt-quatre mille six cent quatre-vingt-seize (6,224,696) Actions de Série A et (ii) six cent quatre-vingt-onze mille six cent trente-deux (691,632) Actions de Série L de KCS 2 (désignées collectivement comme l'«Apport KCSI») et ensemble avec l'Apport Caymex comme les «Apports»).

4. Considérer la méthode d'évaluation utilisée pour déterminer la valeur des Apports;

5. Considérer la nouvelle composition du capital social de la Société;

6. Considérer la modification subséquente du premier paragraphe de l'article 6.1 des statuts de la Société en vertu des résolutions ci-dessus; et

7. Divers.

VI. Les Associés prennent les résolutions suivantes:

Première résolution

Les Associés décident de renoncer à leur droit de notification préalable pour la présente assemblée; les Associés reconnaissent avoir été suffisamment informés sur l'ordre du jour et considèrent avoir été valablement convoqués et acceptent donc de délibérer et de voter sur tous les points de l'ordre du jour. Il est en outre décidé que toute la documentation produite à l'assemblée a été mise à la disposition des Associés dans un laps de temps suffisant pour leur permettre un examen attentif de chaque document.

Deuxième résolution

Les Associés décident d'augmenter le capital social de la Société à concurrence d'un montant de deux cent soixante-dix-neuf millions neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf-cent-quatre-vingt-dix-huit Dollars Américains (279.999.998 USD) afin de le porter de son montant actuel de vingt mille Dollars Américains (20.000 USD) à un montant de deux cent quatre-vingt millions dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-huit Dollars Américains (280.019.998 USD) par l'émission (i) des Nouvelles Parts Sociales A souscrites par Caymex sous réserve du paiement d'une prime d'émission de classe A d'un montant de deux milliards trois cent quatre-vingt-huit millions soixante-dix-sept mille neuf cent soixante-huit Dollars Américains (2.388.077.968 USD), allouée au compte de prime d'émission de classe A de la Société, et (ii) des Nouvelles Parts Sociales B souscrites par KCSI sous réserve du paiement d'une prime d'émission de classe B d'un montant de cent trente et un millions neuf cent vingt-deux mille treize Dollars Américains (131.922.013 USD), allouée au compte de prime d'émission de classe B de la Société.

Troisième résolution

Intervention - Souscription - Payement

Caymex, par le biais de son mandataire, déclare souscrire à toutes les Nouvelles Parts Sociales A, incluant une prime d'émission de classe A s'élevant à deux milliards trois cent quatre-vingt-huit millions soixante-dix-sept mille neuf cent soixante-huit Dollars Américains (2.388.077.968 USD), l'ensemble entièrement libéré par un apport en nature d'une valeur totale de deux milliards six cent cinquante-trois millions quatre cent dix-neuf mille neuf cent soixante-cinq (2.653.419.965 USD) consistant en l'Apport Caymex.

KCSI, par le biais de son mandataire, déclare souscrire à toutes les Nouvelles Parts Sociales B, incluant une prime d'émission de classe B s'élevant à cent trente et un millions neuf cent vingt-deux mille treize Dollars Américains (131.922.013 USD), l'ensemble entièrement libéré par un apport en nature d'une valeur totale de cent quarante-six millions cinq cent quatre-vingt mille quatorze Dollars Américains (146.580.014 USD) consistant en l'Apport KCSI.

En conséquence, le capital social de la Société sera réparti comme suit:

- Deux cent soixante-cinq millions trois cent soixante mille neuf cent cinquante (265.360.950) parts sociales de classe A détenues par Caymex;
- Quatorze millions six cent cinquante-neuf mille quarante-huit (14.659.048) parts sociales de classe B détenues par KCSI.

Evaluation

L'Apport Caymex est évalué à deux milliards six cent cinquante-trois millions quatre cent dix-neuf mille neuf cent soixante-cinq Dollars Américains (2.653.419.965 USD), cette valeur a été déterminée par Caymex par la voie d'une déclaration de valeur (la «Déclaration de Valeur Caymex») avec une date d'effet au 9 décembre 2015 (la «Date d'Effet») et acceptée par les gérants de la Société par la voie d'une certification de valeur exécutée par tous les gérants de la Société datée à la Date d'Effet (la «Certification de Valeur»).

L'Apport KCSI est évalué à cent quarante-six millions cinq cent quatre-vingt mille quatorze Dollars Américains (146.580.014 USD), cette valeur a été décidée par KCSI par la voie d'une déclaration de valeur (la «Déclaration de Valeur KCSI») effective à la Date d'Effet au 9 décembre 2015 et acceptée par les gérants de la Société via la Certification de Valeur.

Preuve de l'existence de l'apport

La preuve de l'existence de l'Apport KCSI et de l'Apport Caymex et de leur valeur a été donnée au notaire par les documents suivants:

- la Déclaration de Valeur Caymex;
- la Déclaration de Valeur KCSI; et
- la Certification de Valeur.

demeureront annexées au présent acte pour être enregistrées avec lui auprès des autorités d'enregistrement.

Effectivité de l'apport

Caymex, par le biais de son mandataire, déclare que:

- Caymex est le détenteur de l'Apport Caymex, et a le pouvoir d'en disposer, celui-ci étant légalement et contractuellement librement transférable;
- l'Apport Caymex est effectif dès aujourd'hui sans restriction, preuve en ayant été donnée au notaire instrumentaire;

- toutes les formalités restantes sont en cours dans le pays de l'Apport Caymex dans le but d'effectuer et de formaliser le transfert et de le rendre effectif partout et envers tout tiers.

KCSI, par le biais de son mandataire, déclare que:

- KCSI est le détenteur de l'Apport KCSI, et a le pouvoir d'en disposer, celui-ci étant légalement et contractuellement librement transférable;

- l'Apport KCSI est effectif dès aujourd'hui sans restriction, preuve en ayant été donnée au notaire instrumentaire;

- toutes les formalités restantes sont en cours dans le pays de l'Apport KCSI dans le but d'effectuer et de formaliser le transfert et de le rendre effectif partout et envers tout tiers.

Quatrième résolution

Suite à l'augmentation de capital ci-dessus, les Associés décident de modifier le premier paragraphe de l'article 6.1 des Statuts, qui aura désormais la teneur suivante, le reste de l'article 6.1 demeurant inchangé:

« **Art. 6.1.** Le capital social de la Société est fixé à deux cent quatre-vingt millions dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-huit Dollars Américains (280.019.998 USD) représenté par (i) deux cent soixante-cinq millions trois cent soixante mille neuf cent cinquante (265.360.950) parts sociales de classe A, d'une valeur nominale d'un Dollar Américain (1 USD) chacune (les «Parts Sociales de Classe A») et (ii) quatorze millions six cent cinquante-neuf mille quarante-huit (14.659.048) parts sociales de classe B, d'une valeur nominale d'un Dollar Américain (1 USD) chacune (les «Parts Sociales de Classe B»), toutes entièrement souscrites et libérées.

Par un souci de clarté, les «parts sociales» dans les présents articles incluent les Parts Sociales de Classe A et les Parts Sociales de Classe B».

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société à raison des présentes, sont évalués à environ sept mille Euros (EUR 7.000.- EUR).

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les comparantes l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparantes, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 18 décembre 2015. Relation: 1LAC/2015/40621. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 4 mars 2016.

Référence de publication: 2016075364/343.

(160039648) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2016.

Mekohi S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7795 Bissen, 3, Z.A.C. Klengbousbiérg II.

R.C.S. Luxembourg B 204.372.

STATUTS

L'an deux mille seize, le vingt-quatre février,

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg),

Ont comparu:

1. MEYERS S.A., établie et ayant son siège social à L-1259 Senningerberg, 2, Breedewues, Zone Industrielle, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 43564,

2. CK PARTICIPATIONS S.A., établie et ayant son siège social à L-7652 Heffingen, 23 Stenkel, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 155028, et

3. Monsieur Mike HILLEN, gérant, né à Trier (Allemagne) le 10 août 1972, demeurant à D-54332 Wasserliesch, Römerstraße 23,

ici représentés par Madame Laure SINESI, employée, demeurant professionnellement à L-2529 Howald, 45 rue des Scillas, en vertu de trois (3) procurations sous seing privé lui délivrées.

Lesquelles procurations, après avoir été signées «ne varietur» par le mandataire des parties comparantes et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte afin d'être enregistrées avec lui.

Lesquelles parties comparantes, représentées ainsi qu'il a été dit, ont requis le notaire instrumentant de dresser l'acte constitutif d'une société à responsabilité limitée qu'elles déclarent constituer entre elles et dont elles ont arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Entre les propriétaires des parts ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée (la «Société») qui sera régie par les lois en vigueur du Grand-duché de Luxembourg, notamment par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La Société adopte la dénomination de «Mekohi S.à r.l.».

Art. 3. La Société a pour objet l'administration de son patrimoine immobilier notamment en ce qui concerne l'achat, la vente et la gestion d'immeubles propres.

La Société peut également acquérir, gérer, mettre en valeur et aliéner des participations, de quelque manière que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises et/ou étrangères. Elle peut aussi contracter des emprunts et accorder aux sociétés, dans lesquelles elle a une participation directe ou indirecte, toutes sortes d'aides, de prêts, d'avances et de garanties.

Par ailleurs, la Société peut acquérir et aliéner toutes autres valeurs mobilières par souscription, achat, échange, vente ou autrement. Elle peut également acquérir, mettre en valeur et aliéner des marques, brevets et licences, ainsi que des droits en dérivant ou les complétant.

D'une façon générale, la Société peut faire toutes opérations commerciales, industrielles et financières, de nature mobilière et immobilière, susceptibles de favoriser ou de compléter les objets ci-avant mentionnés.

Art. 4. Le siège social est établi dans la commune de Bissen. Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés ou de l'associé unique.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète des circonstances anormales. Une telle décision n'aura aucun effet sur la nationalité de la Société. La déclaration de transfert de siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la Société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Art. 5. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le capital social est fixé à EUR 12'400.- (douze mille quatre-cents euros) représenté par 100 (cent) parts sociales de EUR 124.- (cent-vingt-quatre euros) chacune.

Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales entre ses seules mains, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi modifiée sur les sociétés commerciales; dans cette éventualité, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont d'application, c'est-à-dire chaque décision de l'associé unique ainsi que chaque contrat entre celui-ci et la Société doivent être établis par écrit et les clauses concernant les assemblées générales des associés ne sont pas applicables.

La Société pourra acquérir ses propres parts à condition qu'elles soient annulées et le capital réduit proportionnellement.

Art. 7. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. S'il y a plusieurs propriétaires d'une part sociale, la Société a le droit de suspendre l'exercice des droits afférents, jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée comme étant à son égard, propriétaire de la part sociale. Il en sera de même en cas de conflit opposant l'usufruitier et le nu-propriétaire ou un débiteur et un créancier-gagiste.

Toutefois, les droits de vote attachés aux parts sociales grevées d'usufruit sont exercés par le seul usufruitier.

Art. 8. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés, dans les conditions énoncées au 8.1. du présent article. Elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

8.1. Les cessions par un associé de tout ou partie de ses parts sociales de la Société sont subordonnées à l'exercice d'un droit de préemption au bénéfice des autres associés.

Afin d'éviter toute équivoque, les associés conviennent qu'en cas de fusion ou autre opération financière conduisant à la disparition des parts sociales de la Société, ce droit de préemption sera automatiquement reporté sur les valeurs mobilières s'y substituant.

Tout associé de la Société qui désire transférer tout ou partie des parts sociales qu'il détient dans la Société, devra d'abord respecter les conditions énoncées au présent article et ce, même en présence d'une offre faite par un tiers acquéreur ou par un autre associé. Dans tous les cas, il devra notifier son intention de céder ses parts sociales à tous les associés, par lettre recommandée avec avis de réception, en précisant notamment:

- le nombre de parts sociales qu'il désire céder;
- la valeur des parts sociales soumises à cession, qui sera déterminée sur la base de toute formule de prix convenue préalablement entre les associés;

- les conditions et modalités de l'offre et/ou du transfert;
- les conditions et modalités de paiement;
- le cas échéant, une copie de l'offre faite à l'associé cédant;
- l'identité complète du candidat acquéreur choisi le cas échéant; et
- si le candidat acquéreur n'est pas un associé de la Société, une présentation complète de ce dernier au minimum par voie d'un curriculum vitae ou par tout autre moyen et documents jugés satisfaisants par les autres associés de la Société.

8.2. Les associés éligibles à l'exercice du droit de préemption énoncé au 8.1. devront dans un délai de trente (30) jours suivant la date d'avis de réception de la valeur de cession des parts sociales, notifier aux autres associés, par lettre recommandée avec avis de réception, leur décision d'exercer le droit de préemption en indiquant le nombre de parts sociales à céder qu'ils souhaitent acquérir.

8.3. Le défaut de réponse de l'un ou l'autre des associés éligibles à l'exercice du droit de préemption énoncé au 8.1. dans le délai de trente (30) jours susvisé vaudra renonciation sans condition au bénéfice de son droit de préemption. Réciproquement, une réponse de levée d'exercice du droit de préemption avant l'expiration du délai susvisé permettra de clôturer par anticipation la procédure de préemption, la clôture prenant alors effet le jour de la réception de la dernière réponse.

8.4. Si aucun des associés n'a manifesté son intention d'acquérir la totalité des parts sociales dont la cession est projetée à l'expiration du délai susvisé, l'associé qui entend céder ses parts sociales, pourra céder le reliquat des parts sociales non préemptées selon les dispositions de l'article 8.1. à un tiers agréé par les associés de la Société, c'est-à-dire avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social, et sous réserve que le tiers accepte d'adhérer à un éventuel protocole d'accord liant les associés de la Société.

8.5. Les parts sociales ne peuvent être mises en gage que de l'accord unanime des associés.

8.6. Les dispositions qui précèdent seront applicables à tous les cas de cession à l'exception des cessions de parts à cause de mort à des héritiers réservataires ou au conjoint survivant, même à celles qui auraient lieu par adjudication publique, en vertu de décision de justice ou autrement.

8.7. Les cessions de parts à cause de mort à des non-associés sont subordonnées à l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant les trois quarts au moins du capital social appartenant aux survivants.

Cet agrément n'est pas requis lorsque les parts sont transmises à des héritiers réservataires, soit au conjoint survivant.

Art. 9. A côté de son apport, chaque associé pourra, avec l'accord préalable des autres associés, faire des avances en compte-courant à la Société. Ces avances seront comptabilisées sur un compte-courant spécial entre l'associé, qui a fait l'avance, et la Société. Elles porteront intérêt à un taux fixé par l'assemblée générale des associés à une majorité des deux tiers. Ces intérêts seront comptabilisés comme frais généraux.

Les avances accordées par un associé dans la forme déterminée par cet article ne sont pas à considérer comme un apport supplémentaire et l'associé sera reconnu comme créancier de la Société en ce qui concerne ce montant et les intérêts.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la Société. En cas de décès d'un associé, la Société sera continuée entre les associés survivants et les héritiers légaux.

Art. 11. Les créanciers, ayants-droits ou héritiers des associés ne pourront pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux.

Art. 12. La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non. Les pouvoirs d'un gérant seront déterminés par l'assemblée générale lors de sa nomination. Le mandat de gérant lui est confié jusqu'à révocation par l'assemblée des associés délibérant à la majorité des voix.

Le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour accomplir les affaires de la Société et pour représenter la Société judiciairement et extrajudiciairement.

Le ou les gérants peuvent nommer des fondés de pouvoir de la Société, qui peuvent engager la Société par leurs signatures individuelles, mais seulement dans les limites à déterminer dans la procuration.

Art. 13. Tout gérant ne contracte à raison de sa fonction, aucune obligation personnelle, quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société; simple mandataire, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Art. 14. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, les pouvoirs attribués par la loi ou les statuts à l'assemblée générale sont exercés par l'associé unique.

Les décisions prises par l'associé unique, en vertu de ces pouvoirs, sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

De même, les contrats conclus entre l'associé unique et la Société, représentée par lui, sont inscrits sur un procès-verbal ou établis par écrit. Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans des conditions normales.

Des dividendes intérimaires peuvent être distribués dans les limites de la loi et dans les conditions suivantes:

- des comptes intérimaires sont établis sur une base trimestrielle ou semestrielle,
- ces comptes doivent montrer un profit suffisant, bénéfices reportés inclus,
- la décision de payer des dividendes intérimaires est prise par une assemblée générale extraordinaire des associés.

Art. 15. L'exercice social commence le premier janvier de chaque année et finit le trente-et-un décembre de la même année.

Art. 16. Chaque année, au trente-et-un décembre, la gérance établira les comptes annuels et les soumettra aux associés ou à l'associé unique.

Art. 17. Tout associé peut prendre au siège social de la Société communication des comptes annuels pendant les quinze jours qui précéderont leur approbation.

Art. 18. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais généraux, charges sociales, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent (5 %) du bénéfice net seront prélevés et affectés à la réserve légale. Ces prélèvements et affectations cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve aura atteint un dixième du capital social, mais devront être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé. Le solde est à la libre disposition des associés ou de l'associé unique.

Art. 19. En cas de dissolution de la Société pour quelque raison que ce soit, la liquidation sera faite par la gérance ou par toute personne désignée par les associés ou l'associé unique.

La liquidation de la Société terminée, les avoirs de la Société seront attribués aux associés en proportion des parts sociales qu'ils détiennent ou à l'associé unique.

Des pertes éventuelles sont réparties de la même façon, sans qu'un associé puisse cependant être obligé de faire des paiements dépassant ses apports.

Art. 20. Pour tout ce qui n'est pas prévu par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Art. 21. Tous les litiges, qui naîtront pendant la liquidation de la Société, soit entre les associés eux-mêmes, soit entre la ou les gérants et la Société, seront réglés, dans la mesure où il s'agit d'affaires de la Société, par arbitrage conformément à la procédure civile.

Disposition transitoire

Le premier exercice commencera aujourd'hui et se terminera le 31 décembre 2016.

Souscription et libération

Les statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, les parties comparantes dûment représentées, déclarent souscrire à l'entière du capital de la Société, c'est-à-dire à 100 (cent) parts sociales de EUR 124.- (cent-vingt-quatre euros) chacune, comme suit:

MEYERS S.A. préqualifiée, soixante-dix parts sociales	70 parts sociales
CK PARTICIPATIONS S.A. préqualifiée, vingt-cinq parts sociales	25 parts sociales
Monsieur Mike HILLEN préqualifié, cinq parts sociales	5 parts sociales
Total: cent parts sociales	<u>100 parts sociales</u>

Toutes les parts sociales ont été intégralement libérées en numéraire, de sorte que la somme de EUR 12'400.- (douze mille quatre-cents euros) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant qui le constate expressément.

Évaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élève à environ 1.100,- EUR,

Assemblée générale extraordinaire

Immédiatement après la constitution de la Société, les parties comparantes associées représentées comme pré-indiqué, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunies en assemblée générale extraordinaire, à laquelle elles se reconnaissent dûment convoquées et en toute connaissance de l'ordre du jour, ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de nommer, pour une durée indéterminée, en qualité de gérant de la Société:

- Madame Mireille MEYERS, administrateur de sociétés, née à Luxembourg le 25 juin 1965, demeurant à L-6186 Gonderange, 10 Massewee,

- Monsieur Roland MEYERS, administrateur de sociétés, né à Luxembourg le 27 novembre 1968, demeurant à L-7670 Reuland, 13 Op der Stross,

- Monsieur Christian KOCH, administrateur de sociétés, né à Luxembourg le 17 janvier 1976, demeurant à L-7652 Heffingen, 23, rue Stenkel.

Deuxième résolution

Le pouvoir de signature des gérants est fixé comme suit:

"La Société est valablement engagée en toutes circonstances et sans restrictions par les signatures conjointes de deux (2) gérants de la Société."

Troisième résolution

Le siège social de la Société est établi à L-7795 Bissen, 3, Z.A.C. Klengbousbiert II.

DONT ACTE, fait et passé à Howald, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des parties comparantes, connue du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état civil et domicile, celle-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Laure SINESI, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 01 mars 2016. Relation GAC/2016/1542. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Nathalie DIEDERICH.

Référence de publication: 2016075413/199.

(160040483) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2016.

Meenie S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 147.775.

In the year two thousand and fifteen, on the eighteenth of December.

Before us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg

was held

the extraordinary general meeting of shareholders of Meenie S.C.A., a société en commandite par actions existing under Luxembourg law, having its registered office at 26, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 147775 (the "Company") incorporated pursuant to a deed of Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 6 August 2009, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 1790 on 16 September 2009. The articles of association were amended for the last time pursuant to a deed of Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, dated 11 August 2009 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 1792 on 16 September 2009.

The meeting was opened with Anne-Caroline Wujczak in the chair, professionally residing in Luxembourg, who appointed as secretary Blazej Gladysz, professionally residing in Luxembourg. The meeting elected as scrutineer Katia Gauzès, professionally residing in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the undersigned notary to record the following:

I. The shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list which, signed by the shareholders present, the proxyholders of the represented shareholders, the board of the meeting and the undersigned notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxies from the represented shareholders after having been initialled "ne varietur" by the appearing persons will also remain annexed to the present deed.

II. Pursuant to the attendance list, the whole share capital is present or represented and all the shareholders present or represented declare that they have had notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting and waived their right to be formally convened.

III. The present meeting is thus regularly constituted and could validly deliberate on all the items on the agenda.

IV. The agenda of the present meeting is the following:

Agenda

1. Approval of the interim balance sheet dated 18 December 2015 as opening balance sheet of the liquidation.
2. Dissolution and liquidation of the Company.
3. Appointment of a liquidator and determination of its powers and duties.

4. Determination of the allocation of an advance distribution on liquidation proceeds between the shareholders of the Company.

5. Miscellaneous.

Having duly considered each item on the agenda, the general meeting of shareholders unanimously takes, and requires the notary to enact, the following resolutions:

First resolution

The general meeting of shareholders resolves to approve the interim balance sheet dated 18 December 2015 as opening balance sheet of the liquidation.

Second resolution

In compliance with articles 141 to 151 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, (the “Law”) the general meeting of shareholders resolves to dissolve and liquidate the Company.

Third Resolution

As a consequence of the preceding resolution, the general meeting of shareholders resolves to appoint AIM Services S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of Luxembourg, registered with Luxembourg Trade and Companies Register under number under number B 74676, having its registered office at 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as liquidator of the Company (the “Liquidator”).

The Liquidator has the broadest powers as provided for by articles 144 to 148bis of the Law.

The Liquidator is hereby expressly empowered to carry out all such acts as provided for by article 145 of the Law without requesting further authorisations of the general meeting of shareholders.

The Liquidator is relieved from drawing up inventory and may refer to the accounts of the Company.

The Company will be bound by the sole signature of the Liquidator. The Liquidator may, under its responsibility, for special or specific operations, delegate to one or more proxyholders such powers as it determines and for the period as it thinks fit.

The Liquidator may distribute the Company’s assets to the shareholders in cash and/or in kind in its sole discretion. Such distribution may take the form of advance payments on future liquidation proceeds.

Fourth Resolution

The general meeting of shareholders acknowledges that the liquidator may proceed to an advance distribution on liquidation proceeds following the start of the liquidation of the Company. The shareholders hereby agree that the allocation of this advance distribution will not follow the same allocation as the share capital (49.99% / 49.99%) but will be 54.28% / 45.72% in favor of Kayalov Holdings S.à r.l. in order to compensate the management of the group Kayalov Holdings S.à r.l. is part of for the discussions, negotiations and decisions made with respect to the purchase, the management and the sale of the Blue Building, an office building part of a buildings complex located at 83 to 89 and 152 to 164 avenue de Malakoff, 75116 Paris, France and owned by SCI 89 Grande Armée, a société civile immobilière incorporated under the laws of France, registered with the Trade and Companies’ Register of Paris under the number 513 784 058, having its registered office at 89 avenue de la Grande Armée, 75116 Paris, France and a former subsidiary of the Company.

Fifth Resolution

The general meeting of shareholders approves the interim financial statements as of 14 December 2015 and discharges Meenie GP S.A. as General Partner of the Company.

Costs and Expenses

The costs, expenses, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of this deed are estimated at one thousand three hundred euro (EUR 1,300.-).

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, this deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing parties and in case of discrepancy between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing parties signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L’an deux mille quinze, le dix-huitième jour de décembre.

Par-devant nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

s’est tenue

L'assemblée générale extraordinaire de Meenie S.C.A., une société en commandite par actions existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 26, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 147775, (la «Société»), constituée suivant acte reçu par Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg en date du 6 août 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 1790 en date du 16 septembre 2009. Les statuts ont été modifiés la dernière fois suivant acte reçu par Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg en date du 11 août 2009 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 1792, en date du 16 septembre 2009.

L'assemblée est ouverte sous la présidence d'Anne-Caroline Wujczak, demeurant professionnellement à Luxembourg, qui nomme comme secrétaire Blazej Gladysz demeurant professionnellement à Luxembourg. L'assemblée élit comme scrutateur Katia Gauzès, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau de l'assemblée étant ainsi constitué, le président déclare et requiert le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, qui après signature par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés, le bureau de l'assemblée et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphée "ne varietur" par les comparants, resteront également annexées au présent acte.

II. Il résulte de la liste de présence que l'intégralité du capital social est représentée à l'assemblée et que tous les actionnaires présents ou représentés ont déclaré avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué avant l'assemblée et ont renoncé à leur droit d'être convoqués formellement.

III. La présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur tous les points inscrits à l'ordre du jour.

IV. L'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Approbation du bilan intérimaire en date du 18 décembre 2015 comme bilan d'ouverture de la liquidation.
2. Dissolution et liquidation de la Société.
3. Nomination d'un liquidateur et détermination de ses pouvoirs et de ses obligations.
4. Détermination de la répartition de la distribution anticipée des produits de liquidation entre les actionnaires de la Société
5. Divers.

Après avoir dûment examiné chaque point figurant à l'ordre du jour, l'assemblée générale des actionnaires adopte à l'unanimité et requiert le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale des actionnaires décide d'approuver le bilan intérimaire en date du 18 décembre 2015 comme bilan d'ouverture de la liquidation.

Deuxième résolution

Conformément aux articles 141 à 151 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), l'assemblée générale des actionnaires décide de dissoudre et de liquider la Société.

Troisième résolution

En conséquence de la résolution qui précède, l'assemblée générale des actionnaires décide de nommer AIM Services S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existante selon les lois de Luxembourg, enregistrée auprès du registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 74676, ayant son siège social au 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Grand-Duché of Luxembourg, en tant que liquidateur de la Société (le «Liquidateur»).

Le Liquidateur dispose des pouvoirs les plus étendus tels que prévus aux articles 144 à 148bis de la Loi.

Le Liquidateur est par la présente expressément autorisé à accomplir tous les actes visés à l'article 145 de la Loi sans devoir requérir des autorisations supplémentaires auprès de l'assemblée générale des actionnaires.

Le Liquidateur est dispensé de dresser un inventaire et peut se référer aux comptes de la Société.

La Société est engagée par la seule signature du Liquidateur.

Le liquidateur pourra, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales ou déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires une partie de ses pouvoirs dont il fixera l'étendue et la durée.

Le liquidateur pourra distribuer, à sa discrétion, les actifs de la Société aux actionnaires en espèce et/ou en nature. Cette distribution pourra prendre la forme d'une avance sur le boni de liquidation.

Quatrième résolution

L'assemblée générale des actionnaires reconnaît que le liquidateur pourra procéder à une distribution anticipée des produits de liquidation suite à la mise en liquidation de la Société.

Par la présente, les actionnaires approuvent le fait que la distribution anticipée ne suivra pas la même répartition que celle du capital social (49,99%/49,99%) mais se répartira de la façon suivante, 54,28%/45,72% en faveur de Kayalov Holdings S.à r.l. en vue de compenser la gestion du groupe, auquel Kayalov Holding S.à r.l. appartient, pour les discussions, négociations et décisions réalisées pour l'achat, la gestion et la vente du Bâtiment Bleu, un bâtiment de bureaux appartement à un complexe immobilier situé au 83 à 89 et 152 à 164 avenue de Malakoff, 75116 Paris, France et détenu par SCI 89 Grande Armée, une société civile immobilière constituée et régie par les lois françaises, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 513 784 058, ayant son siège social au 89 avenue de la Grande Armée, 75116 Paris, France et une ancienne filiale de la Société.

Cinquième Résolution

L'assemblée générale des actionnaires approuve les états financiers intérimaires au 14 décembre 2015 et donne décharge à Meenie GP SA de ses fonctions d'associé commandité de la Société.

Frais et Dépenses

Le montant des frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature qui incombent à la Société en raison de cet acte est évalué à environ mille trois cents euros (EUR 1.300.-).

Dont acte, passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande des comparantes, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français; et qu'à la demande des mêmes comparantes et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

L'acte ayant été lu au mandataire des comparantes connues du notaire instrumentant par nom, prénom, et résidence, ledit mandataire des comparantes a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: A.-C. Wujczak, B. Gladysz, K. Gauzès et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 23 décembre 2015. Relation: 2LAC/2015/29848. Reçu douze euros Eur 12.-.

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 4 mars 2016.

Référence de publication: 2016075412/172.

(160039628) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2016.

Betulux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1818 Howald, 4, rue des Joncs.

R.C.S. Luxembourg B 191.054.

L'an deux mille quinze, le quatorze décembre.

Par devant Maître Roger ARRENSDORFF, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société "BETULUX S.A.", établie et ayant son siège à L-1217 Luxembourg, 12, rue de Bastogne, constituée suivant acte du notaire Henri BECK d'Echternach, en date du 13 octobre 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Numéro 3457 du 19 novembre 2014, non modifiée depuis, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 191.054,

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Sophie BECKER, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Izzet ARSLANBAS, artisan, demeurant à F-57270 Uckange (France), 18, rue Anatole France.

L'assemblée choisit comme scrutateur Izzet ARSLANBAS, artisan, demeurant à F-57270 Uckange (France), 18, rue Anatole France.

Le bureau ayant ainsi été constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

1) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

1. Transfert du siège social et modification subséquente du premier alinéa de l'article 2 des statuts de la Société;
2. Fixation de l'adresse de la Société.

II) Il a été établie une liste de présence, renseignant les actionnaires présents et représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, laquelle, après avoir été signée ne varietur par les actionnaires ou leurs mandataires et par les membres du bureau sera annexée au présent acte pour être soumis à la formalité de l'enregistrement.

Les pouvoirs des actionnaires représentés, signés ne varietur par les comparants et par le notaire instrumentant, resteront également annexés au présent acte.

III) Il résulte de ladite liste de présence que toutes les actions représentant l'intégralité du capital social sont présentes ou représentées à cette assemblée, laquelle est dès lors régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur son ordre du jour. Tous les actionnaires présents ou représentés déclarent avoir renoncé à toutes les formalités de convocation.

Après délibération, l'assemblée prend, chaque fois à l'unanimité, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social de la commune de Luxembourg à la commune de Hesperange et par conséquent de modifier le premier alinéa de l'article 2 des statuts comme suit:

" **Art. 2.** Le siège de la société est établi dans la commune de Hesperange."

Deuxième résolution

L'assemblée fixe l'adresse du siège de la société à L-1818 Howald, 4, rue des Joncs.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par nom, prénoms usuels, état et demeure, ils ont tous signé le présent acte avec le notaire.

Signé: BECKER, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 18 décembre 2015. Relation: 1 LAC / 2015 / 40575. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Luxembourg, le 7 mars 2016.

Référence de publication: 2016075710/49.

(160041052) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

Sinalux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 125.513.

Veillez prendre note du changement d'adresse de Mr. Carlo Spinelli, administrateur de classe A de la Société, à l'adresse suivante;

Etage E, 3/F., Block 4 - Hong Kong Garden (Phase 1), No. 100, rue Castle Peak Road, Tsing Lung Tau, N.T., Hong Kong.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 mars 2016.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2016077461/15.

(160042496) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

SIMON-JOSTEN S.à r.l., HEIZUNG,SANITÄR,KLIMATISATION, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4415 Soleuvre, 39, rue Basse.

R.C.S. Luxembourg B 92.514.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2008 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016077504/9.

(160042476) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.
